

## La convergence en crise

### Une menace pour l'intégration européenne

**Michael Dauderstädt**

- La convergence de la croissance économique, des revenus et des conditions de vie sociales implique que les pays pauvres connaissent une croissance plus rapide que les pays riches. L'intégration économique ne garantit pas la convergence car elle facilite autant les mouvements de main d'œuvre et de capitaux que les processus de concentration. Les processus de rattrapage des pays pauvres peuvent, selon le contexte dans lequel ils ont lieu, se solder par des succès ou des échecs.
- Depuis 1999, l'Europe affiche une bonne convergence. Ce sont les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale qui ont gagné le plus de terrain. La croissance a été plus faible à la périphérie sud et a été tellement mise à mal par les programmes d'austérité qu'on observe à présent une évolution divergente.
- La croissance de l'Union européenne (UE) se situe à peu près au même niveau que celle de pays aussi développés (Etats-Unis par exemple), mais loin derrière celle des économies émergentes (comme la Chine). L'Europe se développe toutefois plus rapidement en matière sociale. La convergence intra-européenne est plus forte que celle d'autres espaces d'intégration et qu'au sein de chaque espace national.
- Un recul de l'intégration ou un approfondissement dans le sens du fédéralisme ne renforcerait pas la convergence. L'UE ne peut pas faire grand-chose pour soutenir directement la convergence réelle et l'augmentation de la productivité qu'elle suppose. Mais elle peut, pour prévenir la divergence, adoucir les effets des chocs monétaires et accorder aux Etats membres plus de marge de manœuvre en matière de politique économique. Elle serait d'ailleurs bien avisée de le faire.

---

**Michael Dauderstädt** est auteur et journaliste indépendant. De 2006 à 2013 il a dirigé le département politique économique et sociale de la Friedrich-Ebert-Stiftung

---

**Table des matières**

<b>1. Résumé</b>	<b>3</b>
<b>1. Introduction</b>	<b>4</b>
<b>2. La convergence : concepts, théories et indicateurs</b>	<b>4</b>
2.1. Le discours européen ; les concepts	4
2.2. Les théories économiques de l'intégration et de la convergence	5
2.3. Mesurer la convergence économique et sociale : les indicateurs	8
<b>3. L'évolution en Europe</b>	<b>10</b>
3.1. Avant 1999	10
3.2. Résultats empiriques à partir de 1999	12
3.2.1. La croissance et ses moteurs	12
3.2.2. Revenus et répartition	16
3.2.3. Les conditions de vie sociales	18
3.3. Littérature	19
3.3.1. Evolution de la convergence à long terme	21
3.3.2. Convergence au cours de la période étudiée	22
3.3.3. La convergence d'autres indicateurs	24
<b>4. L'Europe dans la comparaison internationale</b>	<b>25</b>
4.1. Autres espaces d'intégration	26
4.2. La convergence au sein des espaces nationaux	27
<b>5. Scénarios de convergence dans d'autres modèles d'intégration</b>	<b>29</b>
5.1. Une intégration des marchés décentralisée	29
5.2. Une désintégration partielle	31
5.3. Une intégration politique approfondie	32
5.4. Le statu quo	33
<b>6. Conclusions : analyse et politique</b>	<b>34</b>
6.1. La convergence en crise	34
6.2. La politique au secours de la convergence sociale	36
<b>Littérature</b>	<b>38</b>
<b>Annexe : Le modèle ricardien, une convergence douteuse</b>	<b>40</b>
<b>Résumé</b>	Dans la période récente, l'Union européenne a généralement interprété la notion de convergence au sens des critères de Maastricht.

Nous nous concentrerons ici au contraire sur le rapprochement des économies nationales en termes de croissance économique, de revenu et de conditions de vie sociales. Les théoriciens de l'économie ont des avis contradictoires sur la façon dont l'intégration économique accélère ou empêche la convergence. D'après la théorie classique, les pays pauvres connaîtront un processus de rattrapage. Des théories plus contemporaines craignent elles des processus de concentration. Il est important de bien faire la distinction entre convergence réelle (productivité avant tout) et nominale (prix, revenus). Dans le système capitaliste financier mondial, des chocs nominaux (flux de capitaux par ex.) peuvent fortement perturber certains processus de croissance réelle.

Après la deuxième guerre mondiale, l'Europe a traversé un processus de convergence sans égal avec des phases de rattrapage marquées jusqu'en 1973 environ et d'autres, moins fortes et moins homogènes, jusqu'en 1999. On ne relève pas de tendance claire au cours de la période qui nous intéresse – à partir de 1999 ; mais la plupart des indicateurs de croissance montrent qu'il y a eu convergence. Les Etats post-communistes entrés dans l'UE sont ceux qui ont gagné le plus de terrain. La croissance a été moins forte à la périphérie sud de l'Union et même négative à partir de 2009 en raison des politiques d'austérité. Le rattrapage a été essentiellement dû à la productivité, qui a augmenté plus vite dans les pays pauvres qu'ailleurs. La répartition des revenus a peu évolué, mais on a observé un recul de la pauvreté. L'impact des politiques de redistribution est plus ou moins marqué d'un Etat membre à l'autre et des différences nettes existent toujours en termes de taux de couverture sociale. L'espérance de vie, le dénuement social et la situation sociale des salariés sont par contre des domaines de convergence. A partir de 2008-2009, bien des progrès ont toutefois été effacés par la récession et les politiques d'austérité. De nombreuses études sur la convergence le confirment.

L'UE connaît certes une croissance plus lente que d'autres régions du monde (comme l'Asie) mais aussi forte que d'autres pays fortement développés (comme les Etats-Unis). La croissance est par contre bien plus faible au sein de la zone euro. Le niveau de répartition des revenus se situe (selon qu'on le mesure en parité de pouvoir d'achat ou d'après les taux de change) entre celui de la Russie et de la Chine. En termes de convergence

des revenus, l'UE se place mieux que d'autres zones d'intégration économique. Elle dépasse également le niveau de convergence interne à certains Etats (entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne par exemple).

La comparaison avec les aptitudes à la convergence d'autres modèles d'intégration révèle un tableau contrasté, qui ne va pas dans le sens des eurosceptiques ni dans celui des fédéralistes. Une meilleure convergence ne peut pas venir d'une intégration moins poussée ni d'une évolution vers un modèle étatique. Cependant, l'UE vaut mieux que ce que l'on en dit. Son modèle d'intégration a permis des rattrapages. Il n'y a pas à rougir du processus de convergence européen, qui ne connaît de difficultés que dans les GIPS (Grèce, Italie, Portugal, Espagne) en raison de la réaction totalement inadaptée de l'Union à la panique provoquée par les dettes souveraines de ces Etats. Cela étant, la fracture sociale s'est aggravée dans presque tous les Etats membres. L'Union n'a pas vraiment les moyens de soutenir directement la convergence réelle et l'accroissement de productivité qu'elle nécessiterait. Elle serait néanmoins bien avisée, pour éviter des phénomènes de divergence, d'amortir les effets des chocs monétaires, d'accorder plus de marges de manœuvre aux Etats membres et de veiller à ce que ses politiques bénéficient de la légitimité nécessaire.

L'auteur remercie les participants au colloque organisé par la Fondation Friedrich Ebert le 25 juin 2014 – Henrike Allendorf, Eva Belabed, Uta Dirksen, Heiner Flassbeck, Björn Hacker, Christoph Hermann, Ernst Hillebrand, Jörg König, Jürgen Matthes, Waltraud Schelke, Andrej Schuchlik et Silke Tober – ainsi que Heribert Kohl, pour leurs nombreux ajouts et commentaires.

## 1. Introduction

Conformément au préambule de la version consolidée du traité sur l'Union européenne et le fonctionnement de l'Union européenne de 2009<sup>1</sup>, les parties contractantes, autrement dit les Etats membres, sont « *résolus à renforcer leurs économies ainsi qu'à en assurer la convergence et à établir une union économique et monétaire comportant, conformément aux dispositions du présent traité, une monnaie unique et stable* » (italique ajouté par l'auteur).

L'objectif de convergence ne date pas de 2009. Avec le Traité de Maastricht, signé par les chefs d'Etat et de gouvernement en février 1992, l'UE s'était déjà engagée à lutter contre l'exclusion sociale et les discriminations et à promouvoir la justice sociale, la protection sociale et la cohésion économique, sociale et territoriale. L'article 2 du Traité sur l'Union de 1992 stipule que

*« la Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 3A, de promouvoir un développement harmonieux, équilibré et durable des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, l'égalité entre les hommes et les femmes, une croissance durable et non inflationniste, un haut degré de compétitivité et de convergence des performances économiques, un niveau élevé de protection de l'environnement et d'amélioration de la qualité de l'environnement, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les Etats membres »* (italique ajouté par l'auteur).

L'UE s'est toujours fixé comme objectif prioritaire, dans un souci de cohésion sociale, le rééquilibrage des disparités de revenus entre les régions. L'objectif de développement des régions défavorisées était ainsi déjà mentionné dans le Traité de Rome, texte fondateur de la Communauté européenne. Et l'espoir de voir l'adhésion à l'UE favoriser leur développement économique et social a aussi été déterminant pour beaucoup de pays défavorisés lorsqu'ils ont décidé de frapper à la porte de l'Union et de se soumettre à toutes les épreuves de la procédure d'intégration de l'acquis communautaire.

L'UE quant à elle espérait que la réussite économique contribuerait à stabiliser les jeunes démocraties du sud de l'Europe dans les années 80 puis de l'est et du centre dans les années 90.

Nous nous demanderons dans cette étude jusqu'à quel point l'intégration européenne a permis de réaliser cette ambition. Nous tenterons d'abord de définir plus précisément la notion de convergence, qui reste vague dans le Traité, et de voir dans quelle mesure l'objectif a été atteint. L'analyse théorique, empirique et fondée sur la littérature s'accompagnera d'une comparaison entre l'UE, d'autres zones d'intégration et des Etats fédéraux. Enfin, nous ferons le point sur les résultats hypothétiques que fourniraient d'autres modèles d'intégration plus ou moins approfondis avant de tirer quelques conclusions politiques.

## 2. La convergence : concepts, théories et indicateurs

Ce chapitre résume les réflexions européennes en matière de convergence, fait un tour d'horizon des théories économiques s'y rapportant et présente les indicateurs utilisables en général et utilisés dans la présente étude.

### 2.1. Le discours européen ; les concepts

Dans le discours politique et scientifique de l'Europe, le terme de « convergence » recouvre des notions extrêmement diverses. Il a pendant longtemps désigné l'harmonisation du revenu (par habitant) entre régions ou Etats. Au sein de l'UE, c'est ce que l'on a pris l'habitude d'appeler la « cohésion ». L'UE publie des rapports réguliers essentiellement consacrés au rapprochement des niveaux de revenu entre régions, objectif depuis 1973 (1er élargissement) de l'un des plus importants programmes communautaires, les Fonds structurels et régionaux<sup>2</sup>.

Après la création de l'Union économique et monétaire (UEM), le terme « convergence » a pris un sens nouveau pour désigner avant tout le rapprochement des Etats par rapport aux indicateurs-clés fixés par les critères de Maastricht (déficit budgétaire, ratio endettement/PIB, inflation et taux de change). L'UE a imposé certaines limites aux Etats membres

<sup>1</sup> <http://eur-lex.europa.eu/legal-content/DE/TXT/PDF/?uri=OJ:C:2010:083:FULL&from=DE>

<sup>2</sup> Le 8ème rapport a été publié en 2013 : [http://ec.europa.eu/regional\\_policy/sources/docoffic/official/reports/Interim8/Interim8\\_de.pdf](http://ec.europa.eu/regional_policy/sources/docoffic/official/reports/Interim8/Interim8_de.pdf)

(à l'exception du Danemark, de la Suède et du Royaume-Uni) afin qu'ils respectent leurs engagements liés à l'adoption de l'euro.

Avec la stratégie de Lisbonne puis le programme « Europe 2020 », l'UE a ensuite fixé toute une série d'objectifs en termes d'emploi, de formation, de recherche et de développement, de protection du climat et de lutte contre la pauvreté. Des programmes nationaux (censés être) harmonisés via la « méthode ouverte de coordination<sup>3</sup> » devaient y aboutir. Leur réussite devait être un gage de convergence dans les domaines concernés.

Suite à la panique provoquée par la crise de la dette en 2010, l'UE – ou plutôt la zone euro – a instauré toute une série de programmes de supervision macroéconomique afin de prévenir la récurrence. Ces programmes (traité budgétaire, semestre européen) sont essentiellement ciblés sur la dette souveraine ou le déficit budgétaire et élargissent – ou approfondissent – les impératifs de convergence des critères de Maastricht. Suite aux critiques générées par cette focalisation unilatérale, l'UE a mis en place un mécanisme de surveillance des déséquilibres macroéconomiques, avec un tableau de bord comportant onze indicateurs principaux (entre autres : balance des paiements courants, compétitivité, dette privée), qui va donc au-delà d'une coordination purement budgétaire des politiques économiques.

Enfin, le thème de « convergence » peut être interprété et est utilisé de façon très diverse. Il recouvre trois angles de vue :

1. la convergence réelle des revenus, du niveau de vie, du taux d'emploi, de la place des énergies renouvelables, etc.
2. la convergence des politiques (par ex. budgétaires, monétaires, sociales, de l'emploi mais aussi en matière extérieure) et des institutions (indépendance de la banque centrale par ex.)
3. la convergence des comportements et des opinions (par ex. approbation de l'adhésion à l'UE ou préférences générales en matière politique, sociale ou culturelle).

<sup>3</sup> Dans la MOC, l'UE fixe des objectifs communs à partir desquels les Etats membres se fixent leurs propres objectifs ainsi que les politiques qui permettront de les atteindre. L'UE vérifie les avancées réalisées et peut exiger que des efforts plus importants soient accomplis.

Nous envisagerons ici la « convergence » au sens de son premier usage, la convergence réelle. Le deuxième angle de vue est aussi pris en compte dans la mesure où les politiques menées influencent directement la convergence réelle (via la redistribution des revenus de marché par le biais de l'impôt et des transferts par exemple). La « divergence » est le contraire de la « convergence », autrement dit l'accroissement de l'écart entre régions ou Etats membres en termes de revenus ou d'autres indicateurs.

## 2.2. Les théories économiques de l'intégration et de la convergence

Ce chapitre explique comment les grandes théories économiques analysent les processus d'accélération ou de ralentissement de la convergence et l'influence de l'intégration des Etats, en particulier, sur le rapprochement de leurs niveaux de revenu et conditions de vie sociales.

La théorie économique<sup>4</sup> distingue sigma-convergence, bêta-convergence et bêta-convergence absolue et limitée. La sigma-convergence est la réduction de la dispersion (des revenus, généralement) entre les unités considérées. La sigma-convergence signifie donc qu'à long terme, on assiste à un rapprochement du revenu par habitant des régions considérées. La dispersion, généralement mesurée par la variance ou l'écart-type, mesure l'écartement relatif ou la distance relative entre les valeurs considérées. La dispersion est obtenue à partir des écarts de valeurs par rapport à une moyenne. La bêta-convergence absolue signifie que les régions ou les Etats pauvres (les unités qui ont des valeurs de départ basses) connaissent une croissance supérieure à celle des régions ou Etats riches (les unités à valeurs de départ élevées). A l'inverse, la bêta-convergence limitée signifie que plus la valeur de départ est élevée, plus la croissance est lente. La bêta-convergence absolue est une condition indispensable à la sigma-convergence<sup>5</sup> (mais non suffisante).

<sup>4</sup> Les classiques sont Barro, R. J.: Economic Growth in a Cross Section of Countries, in: Quarterly Journal of Economics 106, 1991, p. 407-43. – Barro, R. J. / Sala-i-Martin, X.: Convergence across States and Regions, in: Brookings Papers on Economic Activity, 1991, p. 107-182. – Les mêmes : Convergence, in: Journal of Political Economy 100, 1992, p. 223-251. Sala-i-Martin, X.: Regional Cohesion: Evidence and Theories of Regional Growth and Convergence, in: European Economic Review 40, 1996, p. 1325-1352.

<sup>5</sup> Cf. van Suntum, U: Regionalökonomik, Wachstum und Konvergenz (<http://slideplayer.de/slide/651463/>)

La convergence des revenus ne dépend pas forcément du degré d'intégration des économies concernées. En théorie, on peut aussi comparer les niveaux de convergence ou de divergence d'espaces économiques autarciques dont la croissance dépend de données internes (épargne, investissements, effort de travail, innovation). En envisageant la croissance selon le paradigme néoclassique, on pourrait même s'attendre à ce que de telles économies convergent à long terme car l'augmentation du stock de capital fait baisser sa productivité. Cela explique que la productivité du capital soit plus élevée dans les pays pauvres. On peut se représenter les choses ainsi : lorsqu'un pays est parfaitement bien équipé en moissonneuses-batteuses et que chaque agriculteur peut ainsi produire un maximum de céréales, des moissonneuses-batteuses supplémentaires n'ont qu'une faible utilité. Un pays moins bien équipé peut lui au contraire s'en servir pour accroître sa productivité.

Mais en pratique, le développement économique est toujours influencé par des relations économiques extérieures déterminées entre autres par certaines structures juridiques (accords commerciaux, appartenance à l'Organisation mondiale du Commerce (OMC), modèle d'intégration approfondie de type union douanière, etc.). Cela fait des décennies que le monde réfléchit, en théorie et en pratique, à la question du développement des pays pauvres (ou, dans un sens plus restreint, du rattrapage par la croissance). Les théories et les politiques de développement ont présenté des explications et suivi des démarches diverses à propos du sous-développement et des moyens d'en venir à bout, sans d'ailleurs que les plus belles réussites (dans des pays asiatiques comme le Japon, la Corée, Singapour, Taïwan et depuis 1990 la Chine) ne correspondent forcément aux modèles théoriques les plus influents (liberté des marchés, consensus de Washington).

La question qui nous occupe ici est celle de l'impact que peut avoir sur la convergence, dans le contexte européen, un degré d'intégration élevé (marché et monnaie uniques, coordination politique, politiques communes, suprarégionales, supranationales). Intéressons-nous par conséquent aux processus économiques dont on peut s'attendre à ce que leur degré d'intégration influence positivement la convergence des revenus.

La théorie dominante est la théorie (néo)classique, selon laquelle une croissance plus forte vient avant tout d'une utilisation plus efficace des facteurs de production. Elle distingue des modèles avec et sans mobilité factorielle, autrement dit avec ou sans flux transnationaux de capitaux ou de main d'œuvre. Si l'on ne tient pas compte des mouvements factoriels transnationaux, comme cela a longtemps été l'habitude (réaliste), ce sont les échanges internationaux qui promettent un accroissement de la prospérité. Le locus classicus est la théorie ricardienne des avantages comparatifs : elle a montré à partir d'un modèle « deux-pays-deux-produits », en l'occurrence l'Angleterre et le Portugal, le vin et le drap, que la richesse des deux pays peut augmenter si chacun se spécialise dans la production pour laquelle il a, par comparaison, le meilleur avantage de productivité. Peu importe si la productivité du pays le plus pauvre (et pour cause !) est inférieure dans tous les domaines à celle du pays riche.

Cette plaidoirie en faveur de la liberté des échanges, encore fréquemment reprise aujourd'hui, ne permet toutefois pas de conclure qu'il y a convergence. La prospérité au sens de l'accroissement des possibilités de consommation dans chacun des pays concernés va certes passer au-dessus du niveau permis par l'autarcie (sans quoi ils n'ouvriraient pas leurs marchés), mais le gain obtenu dépend de nombreuses conditions. Même si la mobilité nationale des facteurs de production est élevée et que par conséquent les coûts d'ajustement structurel aux fins de spécialisation sont faibles, les gains de productivité peuvent se répartir très différemment d'un pays à l'autre. En fonction des termes de l'échange et du taux de change, le revenu réel peut augmenter bien plus dans un pays que dans un autre. En théorie, le pays qui était le plus riche (parce que plus productif) peut connaître un recul relatif par rapport au plus pauvre ; mais il sera toujours plus riche qu'il ne l'était au temps de l'autarcie, avant de pratiquer les échanges, et il restera le plus riche des deux. Il a aussi la possibilité de cultiver son avance<sup>6</sup>.

Dans la théorie néoclassique des échanges internationaux, les modèles de spécialisation de la théorie ricardienne sont le résultat de la relative disponibilité des facteurs de production et donc de la richesse des pays soit en capital, soit en main d'œuvre. Cette démarche n'a elle aussi de sens qu'en suppo-

---

<sup>6</sup> Cf. annexe



sant qu'il y a immobilité des facteurs de production au niveau international. Selon cette théorie, les pays pauvres, parce qu'ils manquent de capitaux, se spécialisent dans des productions à forte intensité de main d'œuvre, tandis que les plus riches se concentrent sur les activités à forte intensité capitalistique (Heckscher-Ohlin). Résultat: les prix relatifs des facteurs de production (salaires et rendement des capitaux) ont tendance à s'adapter : les salaires augmentent dans les pays pauvres en raison d'une demande relativement forte alors qu'ils baissent dans les pays riches. Le rendement du capital évolue à l'inverse (équilibre des prix factoriels selon Stolper-Samuelson).

En supposant, de façon réaliste, que les facteurs de production sont mobiles (le capital avant tout, le travail modérément), l'économie de l'équilibre néoclassique veut que le capital circule des pays riches vers les pays pauvres car tant que le stock de capital reste faible par rapport à l'offre de travail, le rendement marginal y est plus élevé. Le principe inverse s'applique au travail. En application de cette théorie, les excédents à l'importation des pays pauvres sont « normaux » lorsqu'ils importent du capital (sous forme de biens d'équipement). Cette phase est toutefois suivie d'une période au cours de laquelle le rendement des capitaux (s'ils ne sont pas réinvestis dans le pays) va vers les pays étrangers riches, ce qui implique un excédent à l'exportation en termes réels. A titre complémentaire, les transferts des populations émigrées permettent des exportations

supplémentaires des pays d'accueil vers les pays d'immigration.

Ces approches de la notion d'équilibre, qui ne reflètent que partiellement la réalité, font place dans d'autres théories (List ; théorie de la dépendance), pour certaines plus modernes (nouvelle géographie économique, concurrence oligopolistique, théorie stratégique des échanges, théorie des chaînes de valeur transnationales de Krugman, Milberg, Baldwin entre autres), à des concepts dynamiques. Ceux-ci s'intéressent davantage aux possibilités de développement à long terme que la focalisation à court terme sur les avantages comparatifs du moment (dans le domaine des matières premières par exemple) rend moins facilement réalisables ou moins évidentes à percevoir. Dans une économie mondialisée, les investisseurs localisent la production et la création de valeur là où des avantages de coûts sont immédiatement au rendez-vous, générant ainsi une concurrence entre sites d'implantation. L'intégration produit ensuite des gagnants et des perdants. Dans la théorie classique de Ricardo au contraire, tous les pays impliqués sont avantagés. Contrairement aux modèles néoclassiques, ces approches ne suggèrent pas de convergence automatique mais prennent en compte les avantages liés à la concentration géographique, aux économies d'échelle et aux phénomènes d'entraînement qui accompagnent plutôt les processus de concentration.

### Convergence réelle et convergence nominale

La convergence réelle désigne l'augmentation plus importante de la production de biens et services dans un pays pauvre que dans un pays riche, avec pour effet un rapprochement des niveaux de production et de consommation. Elle cache en fait une augmentation de productivité (création de valeur ajoutée par heure ou par actif) qui aboutit à la convergence. Pour que la prospérité croisse vraiment, ce gain de productivité ne doit toutefois pas être « acheté » uniquement en faisant peser des charges supplémentaires sur le travail (en augmentant le rythme des chaînes par exemple) et l'environnement (avec plus d'émissions toxiques). Il doit être le fruit de l'innovation et de l'investissement. Il n'y a pas d'avis unanime quant au contexte politique et aux réformes qui entraînent une convergence réelle. Pour les théoriciens de l'offre, la croissance vient d'un renforcement de la concurrence et de la déréglementation des marchés du travail, des capitaux, des biens et des services. Les théories centrées sur la demande insistent elles sur le rôle des revenus et des actions complémentaires de l'État et des entreprises.

La convergence nominale désigne l'ajustement des niveaux de revenus et de prix. Si elle n'est pas accompagnée et alimentée par une convergence réelle de même niveau, elle aboutit dans les pays pauvres à des déficits de la balance commerciale et de la balance des paiements courants, puis à des crises d'ajustement, car des prix et des revenus non viables sont ramenés à un niveau réel/réaliste. C'est ce à quoi on assiste actuellement dans les pays en crise de la zone euro.

Comme évoqué dans le corps du texte, convergence réelle et convergence nominale vont forcément de pair. Les chocs nominaux comme les apports et les retraits de capitaux ont des conséquences concrètes. Ils génèrent des processus réels de long terme (investissements ou, à l'inverse, destruction de capital). L'accroissement réel de la productivité entraîne lui des augmentations de revenus et/ou de prix également dans des secteurs dont la productivité n'augmente pas aussi fortement (effet Balassa-Samuelson), avec pour effet une convergence nominale.

Jusqu'ici, les réflexions théoriques se concentrent sur les biens (et services) négociables sur le marché mondial et l'économie réelle. Mais l'économie d'un pays, ce sont aussi des secteurs à production non-négociable sur le marché mondial (comme le bâtiment, le commerce, la santé, l'éducation) et les processus de rattrapage s'expriment aussi en termes de monnaie et de prix (voir encadré «convergence réelle et convergence nominale»). Balassa et Samuelson ont ainsi expliqué que le revenu des secteurs à production non-négociable suit la croissance du revenu de la société même si leur productivité réelle augmente peu ou n'augmente pas. Cela implique généralement une augmentation supérieure à la moyenne du prix de leur production. On observe donc de façon générale un niveau de prix plus faible dans les pays pauvres.

L'arrivée de flux de capitaux a précisément pour effet, en général, de tels phénomènes de réévaluation réelle car elle attise l'inflation dans le pays destinataire et provoque une réévaluation de sa monnaie. Elle permet le financement d'excédents à l'importation que l'augmentation de la demande aide à couvrir. La durabilité de ce type de convergence dépend largement de l'utilisation qui est faite du capital importé. S'il est investi, notamment pour mettre sur pied une capacité d'exportation, les risques sont plus faibles que s'il est utilisé à des fins de consommation. A l'inverse, les sorties de capitaux provoquent une dévaluation réelle et les excédents à l'exportation obtenus en parallèle dépendent du niveau de compétitivité. Les marchés financiers internationaux, peu réglementés, peuvent déstabiliser massivement, par le biais de « chocs nominaux », les économies ouvertes aux flux de capitaux du fait de comportements dictés par l'instinct grégaire, les phénomènes de bulles et la panique.

Enfin, les processus de rattrapage et de développement peuvent être encouragés par les transferts financiers des pays riches vers les pays pauvres. Dans une économie nationale, ces transferts sont normaux. Ils sont aussi importants au sein de l'UE, où des sommes

considérables sont transférées au titre des fonds structurels et de la PAC. A court terme, ils réduisent le revenu du pays créancier et augmentent celui du pays bénéficiaire (ainsi le système de péréquation financière entre Länder allemands). Mais ils créent aussi une demande en faveur des produits du pays créancier et peuvent ainsi faire perdre au pays bénéficiaire l'envie de produire lui-même (du fait aussi, éventuellement, d'une réévaluation réelle). A long terme, des effets de croissance se produisent surtout lorsque l'aide est investie et renforce le potentiel de production du pays bénéficiaire. C'est la logique généralement suivie par exemple par l'aide au développement ou la politique régionale européenne, qui finance de nombreux projets d'infrastructure – mais souvent sans résultat convaincant<sup>7</sup>.

### 2.3. Mesurer la convergence économique et sociale : les indicateurs

De nombreux indicateurs permettent de mesurer la convergence empiriquement. Nous en examinerons trois catégories :

1. la croissance
2. le revenu
3. les conditions de vie sociale.

Voyons lesquels de ces indicateurs se prêtent le mieux à la mesure de la convergence.

A propos de la **croissance**, il est bon d'éviter certaines erreurs de perception répandues dans les analyses souvent superficielles des médias. Ainsi le produit intérieur brut (PIB) et sa croissance sont-ils peu révélateurs des phénomènes de convergence, car le PIB dépend de la taille et de la croissance de la population. Si une augmentation de PIB apparemment élevée est en fait inférieure à l'accroissement de la population, celle-ci s'appauvrit. Il faut donc toujours considérer les chiffres par habitant, ainsi que les effets des taux de change et de l'inflation. De même lorsqu'on compare des revenus réels : raisonner en termes de parité de pouvoir d'achat est souvent plus éclairant que de

<sup>7</sup> Cf. Tarschys 2003.



comparer des revenus et des taux de change. Les processus de rattrapage entraînent des réévaluations réelles, généralement sous forme de réévaluation nominale de la monnaie combinée à une inflation relativement élevée. Cela a tendance à réduire l'écart entre parité de pouvoir d'achat et taux de change (Indice de déviation du taux de change - Exchange Rate Deviation Index/ERDI).

Même le PIB par habitant ne reflète qu'une partie de la réalité. Il ne prend pas en compte les bénéfices et les coûts sans rapport avec le marché (loisirs, environnement, travail domestique, secteur informel). Ainsi les écarts importants de PIB par habitant entre l'Allemagne (l'Europe) et les Etats-Unis s'expliquent-ils largement par un nombre d'heures de travail plus élevé par habitant. La productivité horaire, qui peut corriger les distorsions de perception liées à la prise en compte du seul PIB par habitant, est par conséquent un meilleur indicateur de la productivité de l'économie. Il serait aussi utile le cas échéant de prendre en compte des indicateurs de « qualité du travail », dans l'hypothèse où de faibles niveaux de productivité ne seraient liés qu'au non-respect de certaines normes.

L'augmentation de la production **et l'évolution des revenus** vont certes de pair, mais doivent être différenciés. On envisage généralement la croissance en oubliant de s'intéresser à la question de la répartition. Le PIB par habitant est une valeur moyenne qui ne donne aucune information sur la répartition du revenu et de la croissance. Afin d'obtenir une vue d'ensemble plus complète, la présente étude se fonde donc aussi sur des indicateurs d'inégalité comme le coefficient de Gini<sup>8</sup>, le rapport interquintile de revenu ( $S80/S20$ )<sup>9</sup> ou la part des salaires dans le PIB. Indépendamment de la question des inégalités, on peut intégrer à l'analyse le taux de pauvreté, autrement dit le pourcentage de la population qui gagne moins de 60% du salaire moyen. Pour tenir compte de l'effet des politiques publiques de redistribution, il faut non seulement s'intéresser à la répartition des revenus de marché, mais aussi à celle du revenu disponible (après impôts et

transferts) et à la part des prestations sociales dans le PIB.

Outre les indicateurs (pécuniaires) de revenu, on peut utiliser pour évaluer **les conditions de vie sociales** des indicateurs réels comme l'espérance de vie, la consommation calorique, le taux d'équipement en logements et biens de consommation durables (voitures par exemple) ou les résultats des études PISA. La présente étude prend en compte l'espérance de vie, le dénuement et l'évolution de l'Indicateur du développement humain « Human Development Indicator (HDI) » du PNUD. Des indicateurs comme le taux de syndicalisation, le taux de couverture par les conventions collectives ou le niveau de protection des salariés donnent eux aussi des indications sur les conditions de vie à l'intérieur d'une société.

La diminution ou l'augmentation des écarts standards ou de la variance relevés pour les indicateurs ci-dessus permet de savoir s'il y a convergence ou divergence. Cela vaut aussi pour l'écart absolu ou relatif entre maximum et minimum, dont la variation indique qu'il y a convergence ou divergence, et les différences de taux de croissance compte tenu du niveau de départ.

#### En résumé :

Le discours européen récent interprète généralement la convergence au sens des critères de Maastricht. Cette étude se concentre elle sur le rapprochement des économies en termes de croissance, de revenu et de conditions de vie sociales. Les théoriciens de l'économie ont des avis contradictoires sur l'effet d'accélération ou d'entrave à la convergence dû à l'intégration économique. Selon la théorie classique, un rattrapage doit avoir lieu dans les pays pauvres. Les théories plus récentes craignent elles des processus de concentration. Il est important de faire la distinction entre convergence réelle (productivité essentiellement) et nominale (prix, revenu). Dans une économie capitaliste mondialisée, les chocs nominaux peuvent considérablement perturber les processus de croissance réels.

<sup>8</sup> Le coefficient de Gini considère une valeur entre 0 et 100 (et souvent entre 0 et 1), 0 correspondant à une situation de répartition parfaitement équilibrée et 100 (ou 1) à une situation dans laquelle l'ensemble du revenu ne bénéficie qu'à une personne (ou unité).

<sup>9</sup> Rapport entre la part du revenu du cinquième le plus riche et du cinquième le plus pauvre (quintile) de la population totale.

### 3. L'évolution en Europe

Ce chapitre s'intéresse essentiellement à l'évolution de l'UE depuis 1999. C'est le point de départ choisi pour cette étude car c'est l'année de naissance de l'Union monétaire, l'année à partir de laquelle les perspectives d'adhésion des Etats post-communistes, de Chypre et de Malte (aujourd'hui membres) sont vraiment devenues sérieuses et l'année

au cours de laquelle la politique économique a été placée sous le signe des préparatifs de l'élargissement. Dans le même temps, l'Europe avait passé le cap de la crise de transformation. Tout cela, autant que le souci de comparabilité, justifie de commencer l'analyse en 1999, sans attendre les élargissements successifs de 2004, 2007 ou 2013.

Tableau 1 : intégration, convergence et divergence en Europe

Période	Vitesse d'intégration	Croissance	Disparités régionales Europe des	Disparités régionales Europe centrale orientale
1957–1973	moyenne	élevée 4–5 %	En baisse	En baisse
1973–1985	Lente, 1 <sup>er</sup> élargissement	faible 2 %	En hausse	En hausse
1985–1990	Élevée (marché unique, élargissement)	moyenne 3 %	En baisse ?	En hausse
1990–1997	Moyenne (UEM, élargissement L'AELE, association avec PECO)	faible 1–2 %	En baisse ?	Forte augmentation jusqu'en 1993–1995, puis lente diminution
1998–2001	Élevée (UEM, Euro, stratégie de Pré-adhésion PECO)	moyenne 2–4 %	En baisse ?	En baisse

Source : Dauderstädt/Witte 2001

#### 3.1. Avant 1999

Les processus de convergence et divergence n'ont toutefois pas commencé en 1999 (cf. tableau 1). On peut penser que la convergence a été plus marquée dans les années 1950-1970 (y compris en Europe centrale et orientale, avec en plus de bons taux de croissance au cours de la première phase de l'économie planifiée). A sa création, la Communauté Economique Européenne (CEE) était, avec six Etats fondateurs (Belgique, République fédérale d'Allemagne, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas), encore très homogène – exception faite du Sud de l'Italie. Le seul « pays pauvre » du premier élargissement était l'Irlande, devenue en 1999 déjà le deuxième pays le plus riche de l'UE, même si ce rattrapage spectaculaire n'a vraiment commencé que 20 ans environ après l'adhésion. Ce n'est qu'avec l'élargissement au Sud (Grèce en 1981, Espagne et Portugal en 1986) que le problème de la convergence s'est imposé. Alors que la Grèce, dans les premières années de son adhésion, a plutôt reculé par rapport à la moyenne des Etats membres, l'entrée dans l'Union a permis au Portugal et à l'Espagne de remonter la pente. L'élargis-

sement suivant, en 1995, n'a lui concerné que trois pays relativement riches (Autriche, Finlande et Suède).

La première période (1957-1973) fait partie des Trente Glorieuses, la période de prospérité d'après-guerre en Europe. L'Europe du Sud gagne du terrain. Son revenu par habitant passe de 55 % de la moyenne communautaire à 15 à environ 71 %, tandis qu'il stagne autour de 47-50 % en Europe de l'Est (Ellison 2001). La forte croissance des pays du cœur de l'Europe crée des emplois pour les migrants des régions périphériques (Italie du Sud, Espagne, Portugal, Grèce, Yougoslavie, Turquie). Le modèle de croissance fordiste (production de masse, pouvoir d'achat élevé) n'a pas encore été entièrement étendu à la périphérie lorsque la crise de 1973/74 frappe (fin du système de Bretton-Woods, choc pétrolier). L'augmentation de la productivité est divisée par deux et le chômage commence à s'étendre. La crise touche les pays pauvres, dépendants des importations de pétrole et en plein bouleversement politique avec le renversement des dictatures, plus durement que les pays du centre, même si la place relative de l'Europe centrale et orientale n'évolue guère.

Tableau 2 : processus de convergence en ECU et PPA\* dans les pays bénéficiaires de la politique de cohésion (EU=100)

PIB/habitant (EU = 100)	année	Espagne	Portugal	Irlande	Grèce
ECU	1960	36,3	30,8	62,8	41,8
	1970	49,1	35,1	60,8	54,8
	1980	58,0	29,4	60,8	49,9
	1990	68,8	37,1	70,0	43,3
	2000	67,2	49,4	111,7	52,1
PPA	1960	59,1	40,1	62,6	43,6
	1970	72,9	50,4	61,2	62,9
	1980	72,7	55,4	65,5	70,0
	1990	76,5	61,0	73,3	58,3
	2000	82,1	75,7	114,	67,1

\*PPA = parité de pouvoir d'achat

Source : Eurostat

A l'exception de la courte période 1985-1990, l'Europe n'a plus connu de période de croissance prolongée. Ces cinq années se sont achevées avec l'unification de l'Allemagne et l'effondrement du Système monétaire européen (SME). A la fin des années 80, les nouveaux Etats membres pauvres - Espagne et Portugal - affichaient une croissance relativement solide. L'Europe centrale et orientale était en stagnation, avant une période de recul relatif (à 41 % de la moyenne communautaire). Les années 90 ont été une phase de croissance faible et fluctuante, mais le Portugal et surtout l'Irlande ont continué à rattraper leur retard. En Europe centrale et orientale, les revenus relatifs et absolus ont chuté dramatiquement, avec un rattrapage partiel seulement dans la deuxième moitié des années 90.

Dans l'espace d'intégration qu'était l'ancienne Europe des 15, des écarts de revenus importants existaient, avec quatre Etats membres pauvres : l'Irlande (entrée en 1972), la Grèce (entrée en 1981), l'Espagne et le Portugal (entrés en 1986) avaient au moment de leur adhésion un revenu par habitant compris entre 29 et 64 % de la moyenne communautaire. Les trois derniers pays bénéficiaires du dernier élargissement au Sud au moins figurent aujourd'hui encore parmi les plus pauvres de l'Union. En y regardant de plus près, on se rend compte que l'Irlande, bien qu'entrée très tôt dans la Communauté européenne, n'a connu de croissance sensiblement plus forte que celle de l'UE qu'à partir de 1990 (cf. tableau 2). La Grèce n'a

pas pu revenir à son niveau relatif de 1982 (56,1 % de la moyenne communautaire) avant 2000. L'Espagne n'a guère progressé tandis que le Portugal a suivi après son adhésion un processus de rattrapage lent mais continu – même s'il est encore actuellement à moins de 50 % de la moyenne de l'Union. Le tableau s'améliore nettement si l'on compare le niveau de revenu exprimé non pas en monnaie commune mais en parité de pouvoir d'achat. Dans tous les pays pauvres, le pouvoir d'achat d'un euro est bien plus élevé que dans les pays riches et qu'en moyenne communautaire. Cette comparaison des niveaux de pouvoir d'achat est particulièrement éclairante lorsqu'on s'intéresse au rapprochement du niveau de vie des pays. Nous allons voir que mesurée en PPA, la convergence s'est renforcée au sein de l'Union.

Seule l'Irlande a connu dans les années 90 un processus de rattrapage spectaculaire, qui fait d'elle à présent l'un des pays les plus riches de l'Union. Son revenu par habitant a nettement dépassé la moyenne communautaire et se situe dans le peloton de tête. Le grand défi posé à l'Union en termes de convergence a été l'élargissement à l'Est et plus particulièrement son 2ème volet, en 2007. Avec la Bulgarie et la Roumanie, deux grands pays très pauvres l'ont en effet rejointe alors que le revenu par habitant de la Croatie se situait lui déjà au niveau de celui des pays du 1er élargissement à l'Est lors de son adhésion en 2013.

### 3.2. Résultats empiriques à partir de 1999

L'évolution de la convergence de l'UE à partir de 1999 sera étudiée à partir des trois catégories d'indicateurs précédemment examinées :

1. la croissance et ses moteurs
2. le revenu (et sa répartition)
3. les conditions de vie sociales.

En raison du manque de données, il n'est toutefois pas toujours possible de présenter des résultats pour chaque Etat membre sur toute la période d'étude 1999-2013.

#### 3.2.1. La croissance et ses moteurs

L'évolution du revenu par habitant des 28 Etats membres actuels depuis 1999 est étudiée à partir du revenu réel par tête (prix de 2005) en dollar US constant (données

Banque mondiale) pour permettre ensuite la comparaison avec des pays hors-UE (cf. § «Comparaison avec d'autres zones d'intégration»). L'évolution du revenu réel par habitant en euro est aussi comparée aux résultats exprimés en PPA (Eurostat).

Nous conservons les trois catégories d'Etats membres établies plus haut. Il est clair cependant que des différences importantes existent entre pays d'une même catégorie. Mais si l'on ne veut pas s'en tenir à des considérations spécifiques à chaque pays, qui dépasseraient le cadre de la présente étude, un regroupement est pertinent et nécessaire. Il découle, conformément à la question centrale qui nous occupe, de l'histoire de l'intégration et du niveau de revenu des Etats.

Tableau 3 : Convergence et divergence en dollar US et en euro (PPA), 1999-2012

En \$ US	niveau			évolution		
	1999	2007	2012	99-12	99-07	07-12
Ecart standard	15 749	18 650	16 929	7,5 %	18,4 %	-9,2 %
Max-Min absolu	65	87 717	77 899	12,5 %	28,1 %	-12,2 %
(Max-Min) / Min	25,5	19,5	15,8	-38,1 %	-22,7 %	-18,1 %
Max/Min	26,5	20,5	17,5	-36,7	-22,7	-18,1
Nord-Ouest riche	37 266	44 576	42 301	13,5 %	19,6 %	-5,1 %
Périphérie Sud pauvre	19 234	23	20 529	6,7 %	20,2 %	-11,2
PECO pauvres	8 573	12 183	12 177	42,0 %	42,1 %	0 %
En PPA euro	1999	2007	2012	99-12	99-07	07-12
Ecart standard	8 202	11	10 544	28,6 %	37,4 %	-6,4 %
Max-Min absolu	37 600	58 400	55 100	46,5 %	55,3 %	-5,7 %
(Max-Min) / Min	8	5,8	4,6	-42,6 %	-27,0 %	-21,4 %
Max/Min	9	6,8	5,6	-37,9	-24,0	-18,3
Nord-Ouest riche	23 642	33 325	33 483	41,6 %	41,0 %	0,5 %
Périphérie Sud pauvre	14 900	22 733	21 000	40,9 %	52,6 %	-7,6 %
PECO pauvres	9 515	16 485	18 023	89,4 %	73,2 %	9,3 %

Sources : \$ US : World Development Indicators ; PPA euro : Eurostat, calculs de l'auteur.

- le Nord-Ouest riche ; les 12 Etats déjà prospères en 1999 (avec un revenu par habitant de plus de 25 000 ou 20000 US dollar) étaient les Etats fondateurs de l'UE/CEE et les pays des élargissements de 1972 et 1995
- les pays pauvres de la périphérie Sud ; les trois pays de l'élargissement au Sud (avec un revenu par habitant supérieur à 17 000 ou 13 000 \$ en 1999)
- l'Est pauvre ; les 13 pays des trois derniers élargissements (avec un revenu par habitant inférieur à 17000 ou 13 000 \$ en 1999) qui, à l'exception de Chypre et Malte, se situent tous en Europe centrale et orientale. En termes de revenu, Chypre et la Slovaquie sont toutefois des cas limites qui pourraient entrer dans la 2e catégorie.

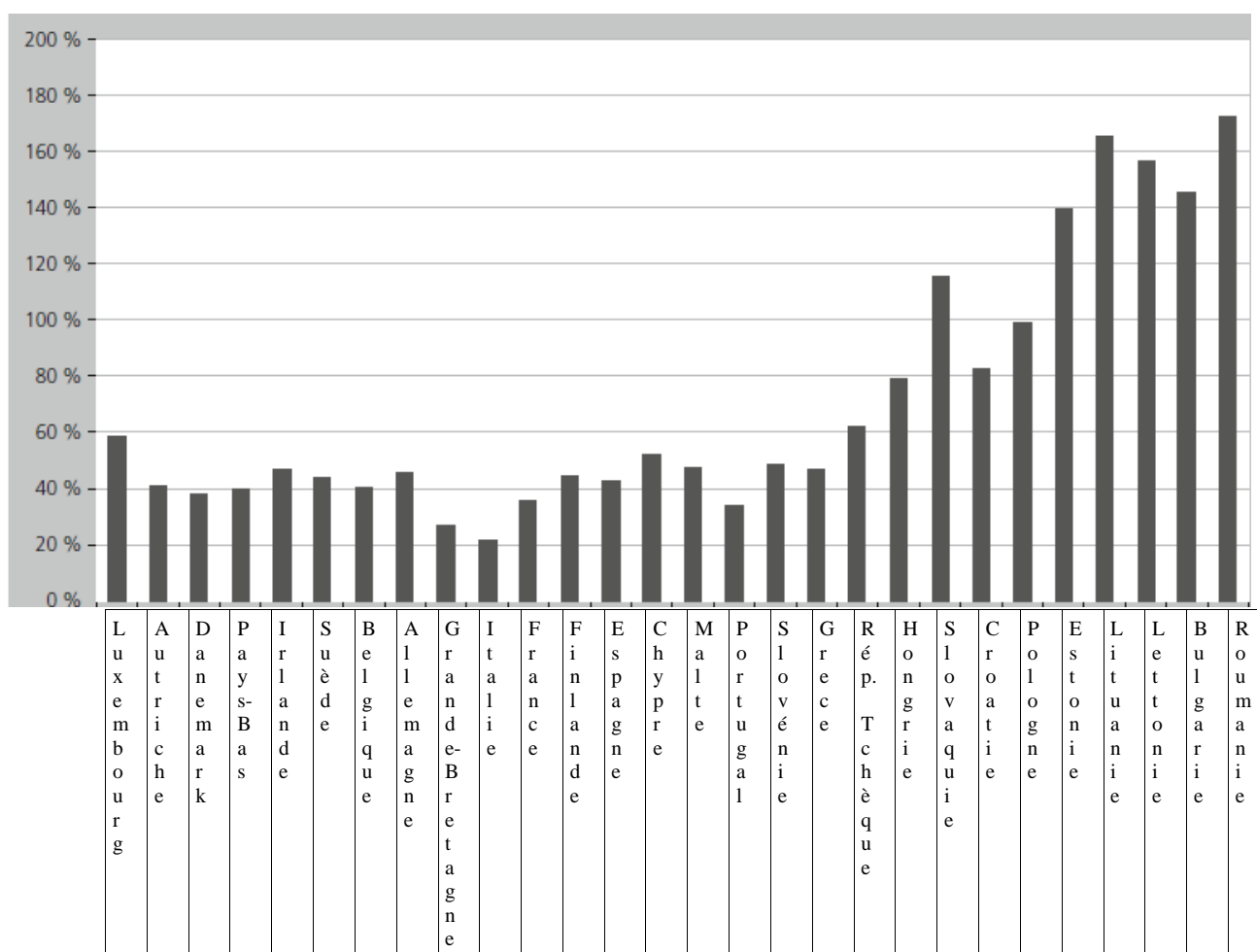
Etant donné les évolutions très diverses entraînées par la crise des marchés financiers et la forte récession, il est bon de s'intéresser non seulement à l'évolution de la croissance sur toute la période 1999-2012 mais aussi de distinguer la phase 1999-2007 et la phase 2007-2012.

L'écart-type est un 1er indicateur de convergence/divergence. Entre 1999 et 2012, il a légèrement augmenté dans l'ensemble des 28 et a atteint son maximum en 2007 avant convergence.

de baisser à nouveau (cf. tableau 3), que la mesure soit faite d'après les taux de change ou en PPA. L'augmentation mesurée en termes de pouvoir d'achat a toutefois été plus forte. En considérant l'écart absolu entre le maximum (systématiquement le Luxembourg) et le minimum (variable au fil du temps, généralement Bulgarie ou Roumanie), le tableau est le même, car l'écart a augmenté pour les deux indicateurs. Ceci indique une absence de convergence et plus particulièrement de sigma-

Graphique 1 – Taux de croissance nominale 1999-2012

(en % ; pays classés selon leur revenu par habitant de 1999, en ordre décroissant de gauche à droite)



Source : Eurostat, calculs de l'auteur.

La forte diminution de la différence relative (= rapport entre la différence absolue et le revenu le plus faible) et du rapport entre maximum et minimum (combien de fois plus un habitant moyen du pays le plus riche «gagne-t-il» par rapport à un habitant du pays le plus pauvre ?) indique elle qu'il y a eu convergence, quelle que soit l'unité de me-

sure choisie (\$ US ou PPA euro). Le rapport mesuré sur la base des taux de change est toutefois nettement moins homogène qu'exprimé en PPA (variation d'un facteur 3 environ). La convergence apparaît nettement lorsqu'on associe taux de croissance et niveau de départ de chaque pays. Le groupe des pays les plus pauvres connaît une crois-



sance beaucoup plus rapide que celui des pays du haut et du milieu de l'échelle. Cette image réjouissante est troublée par les mauvais résultats du groupe « du milieu » (Espagne, Grèce, Portugal), dont la croissance est plus lente que celle des plus pauvres mais aussi des plus riches.

La bêta-convergence relative (plus le niveau de départ est faible, plus la croissance est forte) apparaît clairement dans le graphique 1. Mais on y relève aussi une absence d'homogénéité. Pour que le résultat soit parfaitement univoque, la diminution des pourcentages devrait être continue au fur et à mesure de l'augmentation des niveaux de départ. Seuls les records des PECO ressortent nettement ; pour les autres pays, aucun rapport clair entre niveau de départ et croissance n'est identifiable.

Vu du côté de l'offre, le revenu par habitant apparaît comme le produit de la productivité horaire et du volume horaire de travail par individu. La base de données EU/Klems/Conference Board fournit des données à ce sujet (sauf pour la Croatie). Le tableau 4 donne une vue d'ensemble qui montre d'une part que le nombre d'heures travaillées varie considérablement entre plus de 2 000 par an et par actif (généralement en Europe de l'Est) et moins de 1 400 (en Allemagne par exemple). Cette variable fait elle aussi l'objet d'une convergence relativement constante depuis 1999, associée à un recul du volume horaire (certainement dû à l'augmentation du travail à temps partiel). Le rapport entre le nombre d'heures le plus élevé (max) et le nombre d'heures le moins élevé (min) est toutefois demeuré quasi inchangé.

Tableau 4 : Volume de travail investi, chômage et productivité horaire - 1999-2013

	Dispersion	Maximum	Minimum	Max/Min
<b>Volume horaire investi</b>				
1999	194	2 108	1 437	1,47
2007	203	2 097	1 389	1,51
2013	185	2 036	1 392	1,46
<b>Taux de chômage</b>				
2000	4,8	18,9	2,2	8,6
2008	1,9	11,	2,1	3,6
2013	5,6	27,5	4,5	5,6
<b>Productivi-</b>				
1999	16,78	73	8	9,23
2007	17,43	82	14	5,92
2013	16,03	73	15	4,74

Source : EU Klems/Conference Board ; Eurostat ; calculs de l'auteur

La forte récession et la politique d'austérité ont eu un impact majeur sur le chômage. Alors que la convergence est nette jusqu'en 2008, (la dispersion et le rapport entre le taux de chômage le plus fort et le plus faible atteignent cette année-là un plancher), de fortes divergences apparaissent ensuite. Il en va tout autrement de la productivité horaire. Son augmentation a été rapide et relativement constante dans les pays pauvres alors que dans les pays riches, le sommet atteint en 2007 est plutôt suivi d'une baisse. La dispersion ne commence par conséquent à diminuer qu'en 2007, tandis que le rapport entre productivité maximum (max) et minimum (min) a lui continuellement baissé.

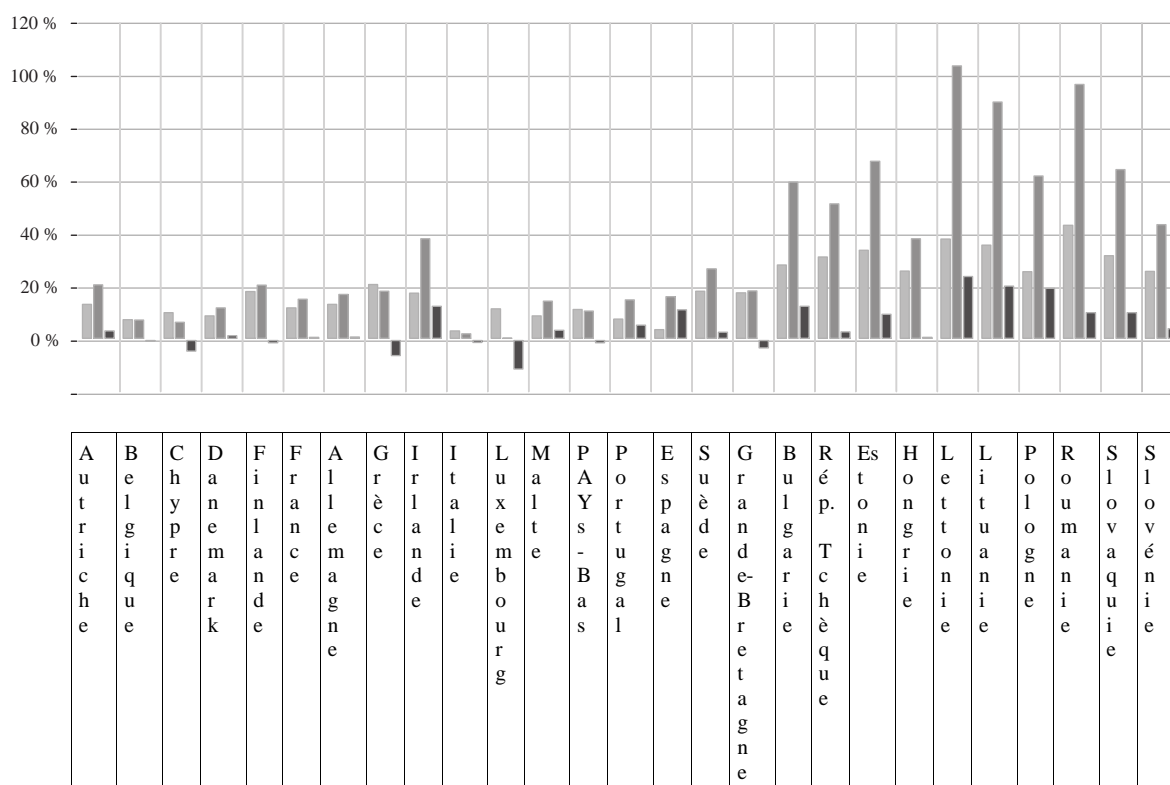
La productivité horaire<sup>10</sup> a connu une augmentation remarquable. Les analyses axées sur l'offre, en particulier, soupçonnent en effet que la croissance a été avant tout tirée, dans les pays pauvres, par un gonflement irréaliste des prix et des revenus financé par la dette. Entre 1999 et 2007, l'augmentation de la productivité horaire de l'UE-27 a été en moyenne de 20 % (cf. graphique 2),

<sup>10</sup> La productivité horaire correspond à la création de valeur par heure ouvrée. Elle est plus importante que la valeur ajoutée par actif car cette dernière baisse par exemple en cas de recours massif au travail à temps partiel. Puisqu'il s'agit d'une création de valeur, elle dépend du prix des produits en amont et des produits finaux. On tente certes de corriger ces effets de prix monétaires par des déflateurs, mais cela pose problème lorsque des variations de valeur subjectives ou objectives et des changements de produits doivent être pris en compte.

mais bien plus forte encore dans tous les pays post-communistes (la Roumanie arrivant en tête avec 43,5 %, suivie des pays baltes avec 34 et 39%). Pour les GIPS, le tableau est plus mitigé : avec 21 %, la Grèce a enregistré une croissance certes légèrement supérieure à la moyenne ; mais l'Irlande (18%), le Portugal (8%) et l'Espagne (4%) se situent en-dessous. L'extension de la période considérée jusqu'à 2013 pour englober la phase de crise ne modifie pas considéra-

blement les résultats : la moyenne des 27 se situe alors à 35 %. L'Europe centrale et orientale est bien au-dessus (avec pas moins de 96,6 % pour la Roumanie et de 68 et 104 % pour les pays baltes). Le « classement » des GIPS est par contre bouleversé (avec 18,8 % seulement pour la Grèce, un meilleur chiffre pour l'Irlande à 38,6 %, 15,8 % pour le Portugal et 17,2 % pour l'Espagne grâce à des résultats relativement meilleurs après 2007).

Graphique 2 : augmentation de la productivité horaire (en %)



En gris clair : 1999-2007

En gris foncé : 1999-2013

En noir : 2007-2013

Source : EU Klems/Conference Board ; calculs de l'auteur

Du fait de la crise de l'euro, les coûts salariaux unitaires sont le facteur de divergence de loin le plus connu au sein de l'UE<sup>11</sup>. La divergence a toutefois été beaucoup moins forte en termes réels qu'en termes nominaux. Etant donné qu'Eurostat ne dispose que de valeurs d'indice (original 2005 = 100 ; recalculé ici pour l'année de départ 2000) et à partir de 2000 seulement pour un nombre suffisant de pays, l'amplitude est nulle pour l'année de départ. La dispersion augmente ensuite

constamment jusqu'en 2012 pour arriver à 8 (rapport max/min de 1 sur 1,6). Pour les coûts salariaux unitaires nominaux, les chiffres correspondants de 2012 sont de 40 pour la dispersion et de 2,9 pour le rapport max/min. C'est en 2008 que la divergence est la plus forte (dispersion 44, max/min 3,3). Elle diminue ensuite.

On observe dans l'ensemble une bonne convergence du revenu par habitant, au bénéfice surtout des PECO. Elle repose avant tout sur leur forte croissance, qui a repris après la crise alors qu'elle s'est effondrée dans les GIPS.

<sup>11</sup> Le coût salarial unitaire est le coût salarial corrigé de la productivité, autrement dit le salaire par unité produite. Il augmente lorsque le salaire augmente ou que la productivité diminue.

### 3.2.2. Revenus et répartition

L'étude d'autres aspects de la prospérité comme la répartition des revenus donne un tableau mitigé. Nous analyserons les indicateurs suivants :

- la part des salaires dans le PIB (données disponibles pour 1999-2009 seulement)
- le coefficient de Gini, l'indicateur classique de la répartition des revenus, situé entre 0 en cas de répartition homogène et 100 en l'absence totale d'homogénéité (aucune donnée disponible avant 2005 pour l'UE à 27/28) et
- le rapport interquintile de revenu S80/S20 (aucune donnée disponible avant 2005 pour l'UE à 27/28).

Le tableau 5 indique une légère convergence. La reprise de l'augmentation de la dispersion relative à la part des salaires dans le PIB en 2009 est certainement due à la crise qui, dans certains pays (comme l'Alle-

magne), a entraîné un nouvel accroissement de courte durée de cet indicateur. Le léger resserrement de la dispersion va de pair avec une augmentation – légère elle aussi – du niveau d'inégalité moyen entre les Etats membres.

Dans les statistiques européennes, la « pauvreté » est définie comme le fait de disposer de moins de 60 % du salaire moyen. Cette définition est contestée. Il en résulte qu'en cas d'augmentation du salaire moyen, des ménages peuvent apparaître comme pauvres alors que ce n'était pas le cas précédemment, même si leur revenu n'a pas changé. La « pauvreté » devient ainsi une notion essentiellement statistique car mesurée d'après le plafond des 60 %. On peut répondre à ceux qui critiquent cette définition que l'étude de la paupérisation relative est justifiée parce qu'elle montre que certaines catégories de population sont exclues de l'augmentation générale de la prospérité. Déterminer le taux de pauvreté souligne en outre les inégalités de répartition du revenu.

Tableau 5 : Evolution des indicateurs de répartition

		1999/2000	2005	2007	2009	2012
<b>Valeur moyenne</b>	Salaires dans PIB	63	61,5	61	63,5	
	Gini		30,6	30,6	30,5	30,6
	S80/S20		5,0	5,0	5,0	5,1
<b>Dispersion (écart-type)</b>	Salaires dans PIB	5,9/7,2	6,1	5,8	6,2	
	Gini		4,3	4,2	3,9	3,6
	S80/S20	1,1	1,2	1,2	1,1	1,1

Source : Part des salaires dans PIB : AMECO ; Gini et S80/S20 : Eurstat ; calculs de l'auteur

Tableau 6 : Evolution du taux de pauvreté, 2005-2012

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Dispersion</b>	11,	10,9	10,2	7,9	8,2	8,6	8,5	8,5
<b>Minimum</b>	14,4	16,0	13,9	14,9	14,0	14,4	15,3	15,0
<b>Maximum</b>	61,0	61,3	60,7	44,8	46,2	49,2	49,1	49,3
<b>Max/Min</b>	4,2	3,8	4,4	3,0	3,3	3,4	3,2	3,3

Source : Eurostat, calculs de l'auteur

Tableau 7 : Evolution du taux de couverture sociale, 2000-2011

Année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
<b>Dispersion</b>	5,5	5,7	5,8	6,1	6,1	6,1	6,0	5,9	5,6	5,7	5,6	6,0
<b>Minimum</b>	13,0	12,8	12,7	12,5	12,8	12,6	12,1	11,	12,7	16,9	17,6	15,1
<b>Maximum</b>	29,9	30,4	31,3	32,2	31,6	31,5	31,2	30,9	31,3	34,7	34,3	34,2
<b>Max/Min</b>	2,3	2,4	2,5	2,6	2,5	2,5	2,6	2,7	2,5	2,1	1,9	2,3

Source : Eurostat, calculs de l'auteur

Comme le montre le tableau 6, le taux de pauvreté varie beaucoup au sein de l'UE. Généralement inférieur à 20 % dans les pays riches, il dépasse 40 % en Bulgarie et en Roumanie. La dispersion s'est réduite depuis 2005, mais la diminution du rapport entre taux maxi et taux mini est essentiellement due au recul relativement fort du taux de pauvreté en Bulgarie, passé de 60 à moins de 50 %.

Le taux de pauvreté est étroitement lié aux dépenses de protection sociale. La Bulgarie et la Roumanie font partie des pays de l'UE dont la part des dépenses sociales dans le PIB est la plus faible : bien en-dessous de 20 % alors que les pays plus riches se situent autour de 30 %. Mais cet indicateur est lui aussi à manier avec prudence. Une faible proportion du PIB consacré aux dépenses sociales ne s'explique pas forcément par un niveau de prestations peu élevé ; il se peut aussi que les besoins soient faibles (chômage faible ou structure démographique favorable de la population). La part du PIB consacrée aux prestations sociales a ainsi fortement augmenté en 2009 du fait de la récession généralisée, pour ensuite retomber.

Aucune convergence n'est à relever quant aux niveaux de protection sociale des Etats de l'Union – peut-être aussi en raison de l'impact de la crise (cf. tableau 7). Avec le taux le plus faible, la Roumanie – et les nouveaux Etats membres en général – rattrapent un peu leur retard mais ne dépassent que rarement et faiblement le seuil des 20 % (à l'exception de la Slovaquie), tandis que dans quelques Etats plus protecteurs (en Scandinavie par exemple) le taux déjà élevé continue d'augmenter. On remarque une forte augmentation dans les pays sous programmes d'austérité (Grèce, Espagne, Portugal et Irlande ; le taux a plus que doublé entre 2000 et 2011 !).

Tableau 8 : Impact de la redistribution sur l'évolution de la répartition des revenus

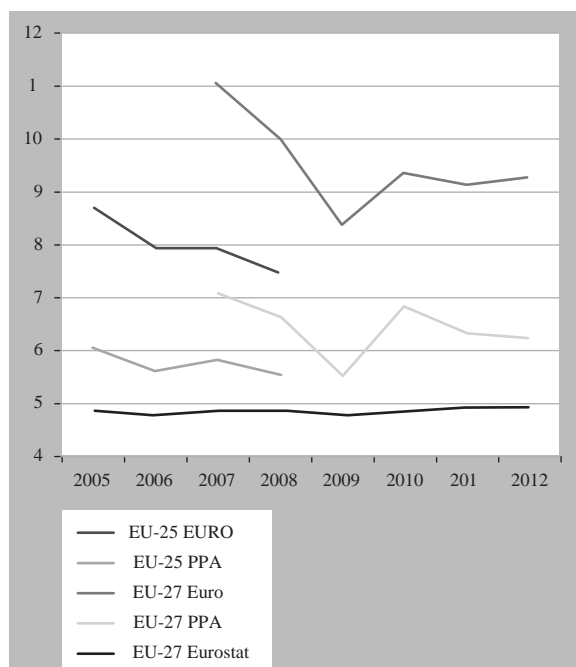
	<b>gini Revenu disponible</b>	<b>gini Revenu de marché</b>	<b>Différence</b>
Slovénie	0,2296	0,3723	0,14
Danemark	0,2433	0,3744	0,13
Rép. tchèque	0,2532	0,3804	0,13
Slovaquie	0,2534	0,3628	0,1
Belgique	0,2563	0,4081	0,15
Finlande	0,2584	0,4031	0,14
Suède	0,2588	0,3680	0,1
Autriche	0,2607	0,4062	0,15
Hongrie	0,2791		
Irlande	0,2892		
Luxem-	0,2915	0,4363	0,14
France	0,2920	0,4310	0,14
Pays-Bas	0,2972	0,3908	0,09
Allemagne	0,3000	0,4197	0,12
Estonie	0,3056	0,3889	0,08
Grèce	0,3067		
Pologne	0,3097	0,4348	0,13
Espagne	0,3130	0,4052	0,09
Italie	0,3342	0,4647	0,13
Royaume-Uni	0,3446	0,4559	0,1
Portugal	0,3467	0,4581	0,1
<i>OCDE-29</i>	<i>0,3041</i>	<i>0,4073</i>	<i>0,10</i>

Source : OCDE (2011)

La répartition des revenus évolue aussi du fait de la fiscalité et des transferts sociaux. Comme le montre le tableau 8 à partir de données OCDE, le coefficient de Gini devient nettement plus favorable et dans presque tous les Etats de l'Union plus encore que pour la moyenne de l'OCDE.

En étudiant ensemble l'évolution de la répartition des revenus d'un Etat à l'autre et à l'intérieur de chaque Etat afin de mesurer l'évolution des inégalités dans l'ensemble de l'espace économique de l'UE, on constate une forte réduction des inégalités jusqu'en 2009, une brève augmentation pendant la récession, puis une stagnation (cf. graphique 3).

Graphique 3 : évolution des inégalités au sein de l'UE



Source: Dauderstädt/Keltek 2014

Tableau 9 : évolution de l'espérance de vie

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Dispersion</b>	5,9	5,8	5,8	5,6	5,1	5,2	5,0	4,9
<b>Minimum</b>	56,6	57,7	58,3	59,2	60,1	60,5	59,9	60,3
<b>Maximum</b>	75,1	75,6	75,8	76,2	76,3	77,2	77,2	77,1
<b>Max/Min</b>	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3	1,3

Source: Eurostat, calculs de l'auteur

Tableau 10: évolution du dénuement, 2005–2012

Année	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
<b>Dispersion</b>	14,2	13,1	12,3	9,3	9,5	10,3	10,1	10,0
<b>Minimum</b>	1,8	1,1	0,8	0,7	1,1	0,5	1,2	1,3
<b>Maximum</b>	58,0	57,7	57,6	41,2	41,9	45,7	43,6	44,1
<b>Max/Min</b>	32,2	52,5	72,0	58,9	38,1	91,4	36,3	33,9

Source: Eurostat, calculs de l'auteur

Le dénuement est un autre indicateur des conditions de vie. Il touche les ménages confrontés à certaines difficultés matérielles. Être en situation de dénuement, c'est notamment : ne pas passer une semaine de vacances au moins en dehors de son lieu de résidence ; être endetté ; ne pas consommer régulièrement de viande ou de poisson ; avoir des difficultés à se chauffer ; devoir renoncer à la télévision en couleur, au télé-

### 3.2.3. Les conditions de vie sociales

L'espérance de vie a augmenté dans tous les Etats membres. Pour l'Union à 27, les données disponibles ne concernent toutefois que la période 2007-2012. On y relève une convergence de l'espérance de vie, avec un écart-type tombé de 5,8 à un peu moins de 5 ans – soit une baisse d'environ dix mois. L'espérance de vie a augmenté plus fortement (presque 4 ans) dans les pays où elle est faible que dans les pays où elle est forte (2 ans). On relève à la fois une sigma- et une bêta-convergence (cf. tableau 9).

phone, à une voiture ; vivre dans un logement sans confort (trop sombre, sans toit étanche, salle de bains ou WC intérieur). Le tableau 10 montre que la crise a eu un effet sensible sur le dénuement. La convergence observée jusqu'en 2008 se transforme ensuite en une divergence qui diminue légèrement à partir de 2010 sans que l'on revienne pour autant aux bons chiffres de 2008.



Le moyen le plus simple de faire des comparaisons internationales est de se fonder sur l'Indice de développement humain (indice IDH) du Programme des Nations Unies en faveur du Développement (PNUD)<sup>12</sup>. Il combine différentes dimensions du développement (revenu, espérance de vie, éducation, etc.). Au sein de l'UE, l'IDH variait en 2012 entre des valeurs supérieures à 0,9 (1 étant le plafond fictif) pour les pays scandinaves, les Pays-Bas et l'Allemagne et inférieures à 0,8 pour la Roumanie et la Bulgarie. Depuis 2000 par contre, la convergence est nette. La dispersion s'est réduite de 0,05 à 0,04. Alors qu'en 2000 encore l'IDH le plus élevé (Suède) se situait 27,4 % au-dessus du chiffre le plus bas (Roumanie), l'écart n'était plus que de 17,8 % en 2012 (entre les Pays-Bas et la Bulgarie).

Intéressons-nous enfin à l'évolution de la situation des salariés en termes de droit du travail, de salaire minimum et de taux de syndicalisation. L'indicateur relatif au droit du travail est un agrégat composé de 18 facteurs établi à partir de plusieurs réglementations et qui varie de 0 à 100. Entre 2006 et 2013, la législation a peu évolué (elle a toutefois été un peu plus favorable en 2010). Il y a néanmoins eu convergence, avec au sommet de la pyramide une légère dégradation des réglementations les plus favorables et une légère amélioration au bas de l'édifice. On enregistre là aussi une période faste jusqu'en 2010, avant un recul (cf. tableau 11).

Tableau 11 : La situation des salariés

	Dispersion	Maximum	Minimum	Max/Min	Moyenne
<b>Droit du trav-</b>					
<b>2006</b>	13,5	90,0	49,0	1,84	70,1
<b>2010</b>	11,	89,0	53,0	1,67	71,4
<b>2013</b>	12,0	89,0	52,0	1,71	70,1
<b>Salaire minimum (moyenne de l'UE =</b>					
<b>2008</b>	55,3	198,0	31,0	6,4	100,1
<b>2010</b>	53,1	193,0	33,0	5,8	99,0
<b>2012</b>	50,9	176,0	36,0	4,9	99,1
<b>2014</b>	47,4	192,0	42,0	4,6	98,8
<b>Taux de syndicalisation (en pourcentage)</b>					
<b>2007</b>	18,6	72,0	8,0	9,0	29,1
<b>2011</b>	18,3	69,0	7,0	9,8	27,2

Source : Kohl (2013) ; calculs de l'auteur

Une forte convergence est à relever à propos du salaire minimum, avec une moyenne en légère baisse. La convergence est essentiellement due à l'augmentation du salaire minimum dans les pays pauvres. En moyenne, le taux de syndicalisation a lui connu un recul sensible entre 2007 et 2011, avec une dispersion plus ou moins constante.

D'une façon générale, la situation sociale s'est améliorée, même si certains indicateurs (dénouement, situation des salariés) se sont à nouveau dégradés pendant et après la crise. L'espérance de vie et l'IDH ont continué à augmenter et ont convergé.

### 3.3. Littérature

Plusieurs études se sont intéressées à la convergence au sein de l'Union européenne. Le texte de référence en matière de convergence entre Etats et régions est Barro et al. (1991). Les auteurs y analysent la convergence interne aux Etats-Unis (entre Etat fédéral et régions, de 1900 à 1987), à l'Europe (1950-1985) et à certains pays en particulier (Allemagne entre autres). Leur principale conclusion est que le taux de convergence se situe partout autour de 2 %. De nombreuses études ont été réalisées depuis dont seule une sélection peut être présentée ici. Le tableau 12 en donne une première vue d'ensemble.

<sup>12</sup> <http://hdr.undp.org/en/data>

Tableau 12 : Extrait de la littérature disponible – un rapide survol

Auteur/année	Période	Région/entité	Indicateur	Résultat
<b>Convergence à long terme du PIB (avant 1999)</b>				
Barro et al. 1991	1950–1985	UE-12/Etats	PIB/habitant	2 % conver-
SVR* 1998	1960–1997	UE-15/Etats	PIB/habitant	1 % conver-
IW**	1980–1993	UE-12/Régions	PIB/habitant	1,6 % conver-
Katila 2013	1960–	UE-15/Etats	PIB/habitant	convergence jusqu'en
			Gini	conver-
Goecke 2013	1950–2012	UE-15/Etats	PIB/habitant	Beta-convergence jusqu'en Sigma-convergence jusqu.
Banque mond. 2012	1950–2010	UE-27/Etats	PIB/habitant	convergence jusqu'en et à partir de 2000
<b>Convergence du PIB (différentes configurations régio-</b>				
Prochniak et Witkowski	1972–2010	UE-15/Etats	PIB/habitant	3 % conver-
	1993–2010	UE-27/Etats	PIB/habitant	5 % conver-
Crespo et al. 2012	1995–2009	UE-28/Etats	PIB/habitant	Conver-
Hoyer et Berndt 2013	1986–2012	UE-27/Régions	PIB/habitant	Convergence, plus faible à partir de
Hishow 2014	2007–2013	Etats de la zone euro	PIB/habitant	Divergence à partir de
Wunsch	1960–2008	Etats	PIB/habitant	Beta-convergence forte, sig- convergence
	1980–2008	Régions		
Barrel et te Velde 1999	1976–1997	Irlande	PIB/habitant	Plus rapide que chez Barro
	1991–1997	Est de l'Allemagne	Productivité	
Busch 2014	2004–2014	8 pays de l'élargis-	PIB/habitant	Convergence accélée-
Campos et al. 2013	1972–2012	17 pays de l'élargis-	PIB/habitant	Avantages liés à l'intégration
Bouvet 2010	1977–2003	UE-15 (sans IRL LUX)/ Régions	PIB/habitant	Oscillation entre conver- et diver-
EU 2013	2000–2012	Euro-12/Etats	PIB/habitant	Convergence jusqu'en Divergence à partir de
<b>Convergence entre autres indica-</b>				
Estrada et al. 2012	1998–	Euro-12/Etats	Chômage	Convergence jusqu'en Divergence à partir de
Dreger 2007	1999–2005	UE-15 et-27	Prix	Conver-
Pose Tselios 2013	1995–2000	UE-15/Régions	Bien-être social	Conver-
Kohl 2013	2008–	UE-27/Etats	Relations au travail	Disparités fortes
			Conditions de vie	
König 2014	1999–2010	UE-15/Etats	Index UE	Conver-
Filipetti et Peyra- che 2013	1993–2007	12 pays de candidats	Productivité	Augmentation de la conver-
Lessenski 2012	incertaine	UE-27 et Balkans	Economie, qualité de vie, Democratie, gouvernance	Variété de clusters

\* SVR = Sachverständigenrat (Conseil des Experts économiques de la République fédérale d'Allemagne)

\*\* IW = Institut der deutschen Wirtschaft (Centre d'Etude de l'Economie allemande)

### 3.3.1. Evolution de la convergence à long terme

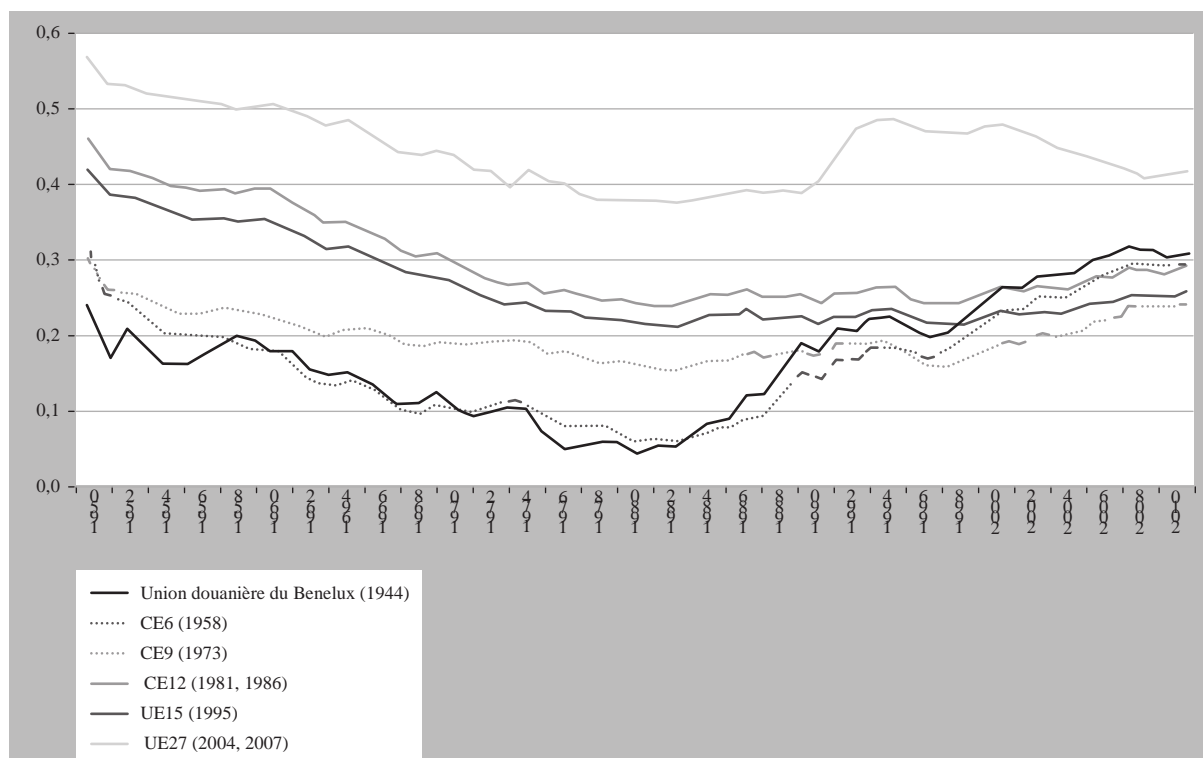
La tendance dessinée par l'analyse historique de Barro (1991), qui n'inclut pas la période à laquelle nous nous intéressons, a été confirmée par différentes études, dont celle du Conseil des Experts économiques de la République fédérale d'Allemagne (le Sachverständigenrat) (1998 : 175) pour l'UE. Il conclut toutefois à une vitesse de convergence plutôt faible, de 1 % pour la période 1960-1997. Autre exemple : l'étude consacrée (en 1997) par le Centre d'étude de l'Economie allemande (l'Institut für Wirtschaft, IW) aux régions de l'UE, qui évalue la vitesse de convergence à 1,6 % pour la période 1980-1993.

La Banque mondiale parle elle aussi, dans son volumineux rapport sur la croissance en Europe (2012), d'un bon niveau de convergence jusqu'au début des années 80 (cf. graphique 4). De même Kaitila (2013) dans son étude de la convergence à long terme : à partir de 2000 surtout, la convergence s'est accélérée avant de s'effondrer brièvement pendant la crise. Il s'interroge par ailleurs sur la façon dont la convergence entre Etats joue sur la répartition interne à chaque pays et constate que les inégalités ont généralement (mais pas toujours) augmenté.

Concernant l'évolution de la convergence entre Etats, Goecke (2013) arrive à la même conclusion ; mais son analyse se limite à l'Europe des Quinze. Il constate lui aussi qu'il y a convergence (bêta et sigma) jusqu'en 2009, puis recul.

Graphique 4 : Convergence et divergence en Europe, 1950-2010

(Ecart de PIB/habitant en dollar US constant, PPA estimée en dollar Geary Khamis)

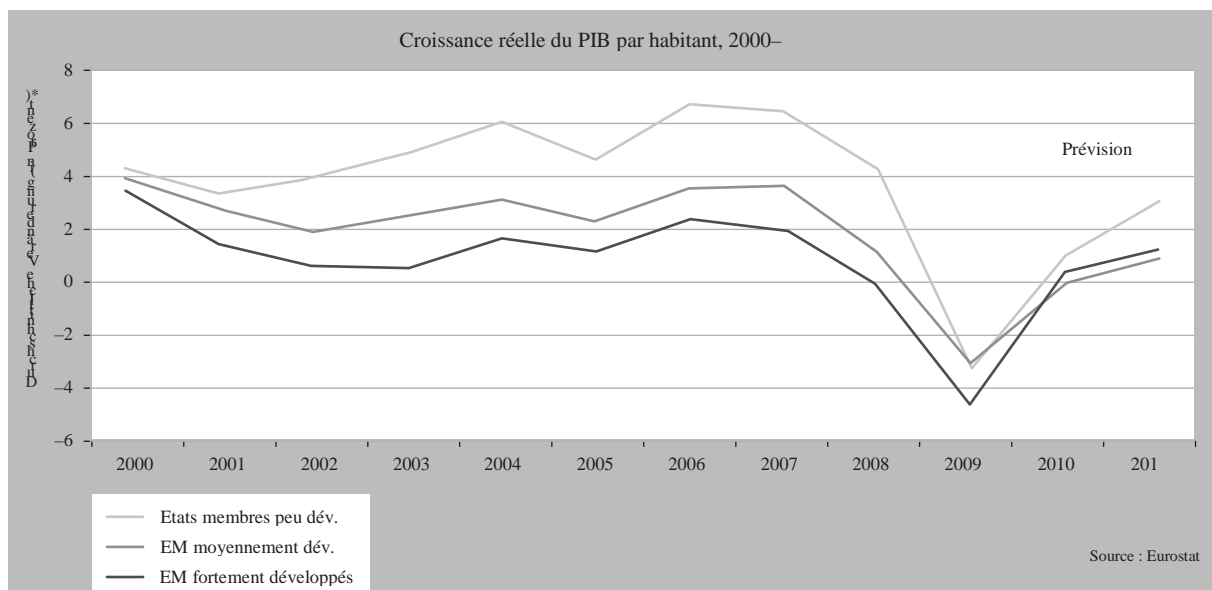
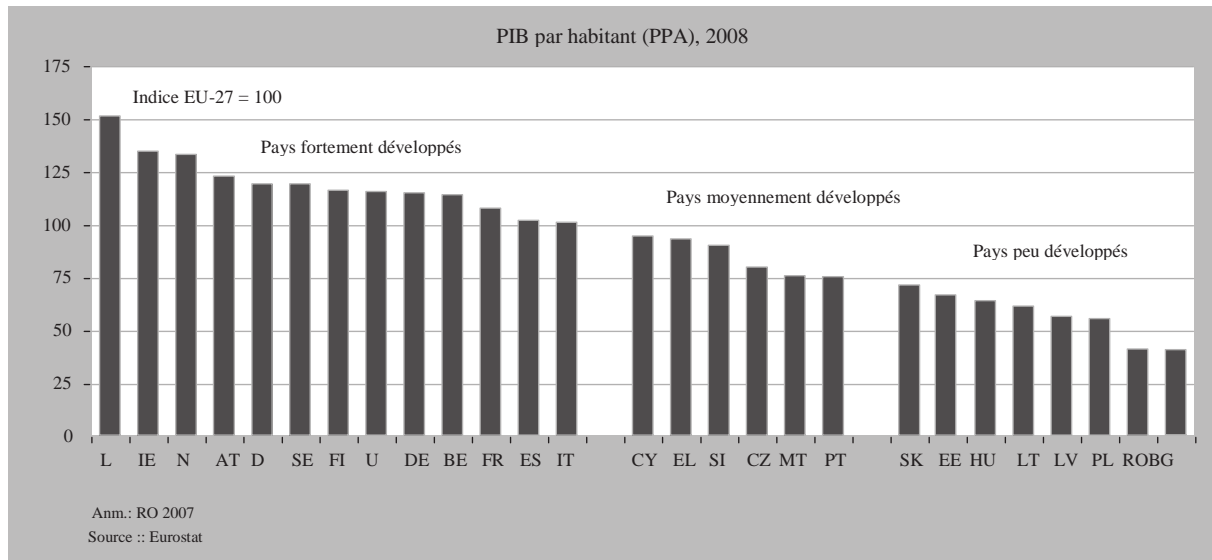


Source : Banque mondiale (2012), p.77; les groupes de pays montrent une appartenance à la CE ou à l'UE sans tenir compte de la possibilité ou de la réalité d'une adhésion au moment indiqué. L'UE à 27 inclut ainsi des données relatives aux PECO qui datent de 1950, alors que l'UE n'existait pas encore et que les pays concernés n'y sont entrés qu'en 2004 ou 2007. Jusqu'en 1988, l'Allemagne est en fait représentée par l'Allemagne de l'Ouest et ensuite seulement par l'Allemagne unifiée. Les calculs de la Banque mondiale s'appuient sur les données du Conference Board.

**3.3.2. Convergence au cours de la période étudiée**

La période qui nous intéresse a elle aussi fait l'objet de nombreuses études, pour des configurations géographiques diverses. Quelques-unes se limitent à la zone euro, d'autres à certains groupes de pays (nouveaux Etats membres, Irlande/Allemagne) ou à des régions plutôt qu'à des Etats.

Graphique 5: PIB par habitant en 2008 et croissance de 2000 à 2011 pour 3 groupes de pays



Source: UE, 5. Rapport sur la cohésion

\* Variation moyenne (en%)

Depuis des décennies, l'UE publie un rapport trisannuel sur la cohésion, consacré avant tout à la convergence entre régions de l'Union. Ces rapports ne sont malheureusement pas toujours complets (les derniers surtout étaient beaucoup plus courts que les précédents) et ne couvrent pas les mêmes sujets présentés de façon comparable. L'évolution dans le temps est donc difficile à suivre. Le graphique 5 (extrait du 5ème rapport sur la cohésion) montre pour la période 2000-2011 ce que nous avons également constaté : jusqu'en 2008, plus les pays étaient pauvres, plus leurs taux de croissance étaient élevés (les groupes de pays sont constitués un peu différemment de ceux de notre étude). Mais avec la crise, le groupe du milieu a reculé.

Le rapport (2013) de la Commission européenne *Employment and Social Developments in Europe* traite également de la convergence (Commission européenne 2013 : 301 et suivantes) et constate lui aussi une harmonisation des revenus jusqu'en 2007 puis une divergence partielle pour les pays touchés par la crise de l'euro, en même temps qu'une poursuite de la convergence dans l'Est de l'Europe. La divergence relevée après 2007 concerne notamment le marché du travail et la situation sociale.

Pröchniak et Witkowski (2013) se posent la même question de la bêta-convergence pour deux groupes de pays : l'UE à 27 de 1993 à 2010 et l'UE à 15 de 1972 à 2010. Leurs calculs indiquent une forte convergence (5% par an) pour le 1er groupe et 3% tout de même pour le 2e, soit bien plus que les 2% de l'étude de Barro.

Crespo et al. (2012) s'intéressent à la convergence habituelle du revenu par habitant au sein de l'UE-28. Après avoir constaté qu'il y a eu convergence entre 1995 et 2010, ils se risquent à faire des projections jusqu'en 2070 et prévoient une poursuite du phénomène en raison de l'impulsion donnée à la croissance par les investissements en formation et en éducation.

Bouvet (2010) décrit pour 197 régions de l'UE-15 (sans l'Irlande, le Luxembourg, l'Est de l'Allemagne et Groningue) des phases alternatives de convergence (1979-1982 ; 1986-1989 ; 1992-1993 ; 2000-2003) et de divergence (1983-1986 ; 1990-1992 ; 1998-2000). Les disparités régionales sont deux fois plus fortes dans l'Union qu'aux Etats-Unis. La convergence résulte du rattrapage de certains

pays (convergence entre Etats) mais les disparités régionales à l'intérieur des Etats ne diminuent pas.

Hoyer et Berndt (2013) s'intéressent essentiellement à la convergence entre régions du point de vue de la Banque européenne d'investissement (BEI). Ils constatent qu'il y a eu convergence depuis 1986 et que l'écart-type a diminué de 2,4 % par an entre 2000 et 2007 puis de 0,15 % seulement jusqu'à 2009. Ils mentionnent également les taux de croissance élevés des nouveaux Etats membres et le processus de rattrapage qu'ils ont entraîné.

Barrel et te Velde (1999) sont un peu plus optimistes quant à la vitesse de convergence mais soulignent que les espaces en phase de développement et de rattrapage auxquels ils se sont intéressés – la partie Est de l'Allemagne et l'Irlande – sont des cas à part.

Wunsch (2013) étudie la bêta- et la sigma-convergence aussi bien entre Etats membres qu'entre régions en distinguant trois phases : le rattrapage de l'Europe occidentale par rapport aux Etats-Unis (1950-1973), le rattrapage du Nord et du Sud de l'Europe par rapport aux pays du centre (1974-1993) et le rattrapage de l'Europe de l'Est par rapport à l'Europe de l'Ouest (1994-2010). Il relève une forte bêta-convergence entre 1960 et 1999 et une sigma-convergence moins marquée jusqu'en 1980. La convergence régionale a été plus faible, du fait de l'augmentation fréquente des différences interrégionales à l'intérieur des Etats.

Busch (2014) saisit l'occasion du dixième anniversaire de l'élargissement à l'Est pour faire le point sur l'évolution des nouveaux Etats membres (hors Roumanie et Bulgarie). Il constate une accélération de la croissance après l'adhésion, qu'il explique par des investissements accrus, l'émigration et l'accès aux fonds communautaires.

Hishow (2014) défend l'idée d'une forte dévaluation interne mais y voit d'importants obstacles politiques et sociaux, ce qui explique son scepticisme envers l'Union monétaire toute entière. Son étude de la convergence se concentre sur la zone euro mais n'est pas totalement cohérente car elle laisse de côté les pays d'Europe de l'Est membres de la zone euro. Lui aussi constate un rattrapage jusqu'en 2007 mais suivi d'un virage à 180° du fait des conséquences de la crise de



l'euro (panique liée aux dettes souveraines et politique d'austérité). Il est convaincu que dans une Union monétaire, les taux d'inflation doivent forcément converger. Or il craint que cela soit impossible pour trop de pays de la zone euro et voit donc l'Europe condamnée à choisir entre deux maux : dissoudre l'Union monétaire ou devenir une union de transferts.

L'analyse contradictoire de Campos et al. (2013) tente de démontrer que l'appartenance à l'UE a joué de manière positive sur la croissance des Etats membres. Ils se demandent, par comparaison, comment des Etats fictifs à structure comparable mais non membres de l'Union auraient évolué. Ils concluent à un effet positif de l'appartenance à l'UE en termes de productivité et de croissance.

### 3.3.3. La convergence d'autres indicateurs

Estrada et al. (2012) limitent leur analyse aux pays de la zone euro en s'intéressant non seulement à la croissance mais aussi et surtout au marché du travail (chômage, emploi), à l'inflation et à la compétitivité. Ils constatent une convergence des taux de chômage et des prix des biens négociables jusqu'en 2008, qui ne concerne pas les biens non-négociables. Ils ne pensent pas que les tentatives de dévaluation interne auront beaucoup d'impact et estiment au contraire que les difficultés des pays souffrant de déficits extérieurs sont de nature structurelle (capacité d'innovation, etc.).

Avec une définition de la convergence à plusieurs dimensions, König (2014) étudie le degré d'intégration des 15 anciens membres de l'UE (hors Luxembourg) en se fondant sur un « indice UE » (participation au marché, ajustement des cycles conjoncturels, respect de la législation communautaire, etc.). En comparant les années 1999 et 2010 pour les 15, il constate que le degré d'intégration a augmenté partout. Dans le même temps, la dispersion s'est réduite (calculs de l'auteur).

Filipetti et Peyrache (2013) s'interrogent sur le rôle de la productivité du travail dans la convergence. Ils constatent que l'accumulation de capital est la principale explication de l'augmentation de cette productivité dans les pays pauvres mais que de grandes différences demeurent qui exigent des efforts particuliers, surtout pour combler le retard technologique.

L'étude de Dreger (2007) sur la convergence des prix montre qu'ils convergent depuis 2004 en augmentant dans les nouveaux Etats membres et en diminuant dans les anciens. Les différences de prix sont plus élevées pour les services que pour les biens. Elles montrent toute l'importance de la transposition des revenus en PPA et le rôle des augmentations de prix dans le processus de rattrapage (Balassa-Samuelson).

Pose et Tselios (2013) considèrent un indice de prospérité qui, dans la continuité d'Amartha Sen, combine croissance et répartition, mais seulement sur une courte période (1995-2000) et pour les régions de l'UE-15. Ils constatent une convergence au cours de ladite période et l'expliquent avant tout par l'augmentation de la participation des femmes à la vie active.

Lessenski (2012) construit un « indice de rattrapage » quadridimensionnel qui inclut : l'économie, la qualité de vie, la démocratie et la gouvernance. Chacune de ces dimensions est représentée par un indicateur à structure complexe. Partant de ces valeurs, Lessenski distingue six ensembles à l'intérieur du groupe de pays étudié (UE-28 + partie occidentale des Balkans). Il constate différents niveaux de proximité par rapport aux standards de son groupe de contrôle UE15+2 (UE-15 + Malte et Chypre), qui vont d'un bon niveau de rattrapage (Estonie, Slovaquie et République tchèque) à des situations de retard (Bulgarie, Roumanie et reste des Balkans).

Kohl (2013) parle certes de convergence et divergence mais n'étudie en fait aucune variation de la dispersion ou des écarts. Il s'intéresse aux mouvements des indicateurs relatifs aux relations sociales (salaires, niveau de syndicalisation) et aux conditions de vie (pauvreté, système social). Il évoque une dégradation due d'une part à la crise et d'autre part à de fortes disparités entre Etats membres.

#### En résumé :

Entre la fin de la Seconde Guerre mondiale et 1999, l'Europe a connu une convergence hétérogène avec des phases de rattrapage marquées jusqu'en 1973 environ et d'autres plus faibles et moins uniformes après 1973. Au cours de la période qui nous occupe (à partir de 1999), les résultats ne sont pas univoques, mais la plupart des indicateurs de croissance indiquent qu'il y a eu conver-

gence. Les Etats membres post-communistes sont ceux qui ont réussi à gagner le plus de terrain. La croissance a été plus faible à la périphérie Sud et a reculé à partir de 2009 en raison des politiques d'austérité. Le processus de rattrapage a été tiré par la productivité, qui a augmenté plus vite dans les pays pauvres que dans les pays riches. La répartition des revenus a peu évolué, mais il y a eu convergence des taux de pauvreté. La redistribution a des effets variables en fonction des pays. La part des dépenses de couverture sociale dans le PIB varie ainsi nettement, sans convergence rapide. Pour ce qui est des conditions de vie, l'espérance de vie, le dénuement et la situation des salariés convergent. De nombreux progrès ont toutefois été balayés par la récession et les politiques d'austérité menées à partir de 2008/2009. L'analyse d'ensemble d'un grand nombre d'études consacrées à la convergence appuie cette conclusion.

#### 4. L'Europe dans la comparaison internationale

L'UE et plus particulièrement la zone euro ne font pas partie des régions du monde dont l'économie est la plus florissante. Leur revenu par habitant est certes relativement élevé, mais inférieur à la moyenne des pays développés. Cela s'explique par le nombre d'Etats membres relativement pauvres d'Europe centrale et orientale. La croissance de l'Union correspond à peu près à la moyenne des pays développés ou des Etats-Unis, mais celle de la zone euro est bien inférieure (cf. tableau 13).

Cela s'explique certainement, entre autres, par la faiblesse relative des investissements, leur tendance à la baisse (cf. graphique 6) et le niveau élevé du chômage (cf. tableau 14).

Tableau 13 : revenu par habitant et croissance dans la comparaison internationale (PIB/habitant en PPA ; prix courants en dollar US)

Région	1993	2000	2005	2010	2013	Crois-1993-2013 (en%)
UE	16107	21898	26693	30255	32152	99,6
Zone	18 457	24 709	28 992	33 484	34 016	84,3
Pays industrialisés	20 814	28 147	34 202	38 392	41 653	100,1
g7	22 606	30 239	36 386	40 255	43 817	93,8
USA	20 814	28 147	34 202	38 392	53 101	100,8
Pays émergents et en développement	2 387	3 168	4 392	6 196	7 308	206,2
• Asie	1 272	2 077	3 214	5 227	6 549	414,9
• Europe	6 234	8 262	11	14 380	16 336	162,0
• ASEAN-5	2 253	2 969	3 992	5 250	6 208	175,5
• Amérique latine	6 149	7 588	8 991	11	12 667	106,0
• Proche Orient et Afrique du Nord	4 643	5 940	7 557	9 525	10 659	129,6
• Afrique sub-saharienne	1 215	1 413	1 819	2 283	2 565	111,1

Source : FMI ; OMAA ; calculs de l'auteur

Tableau 14 : Comparaison internationale des taux de chômage

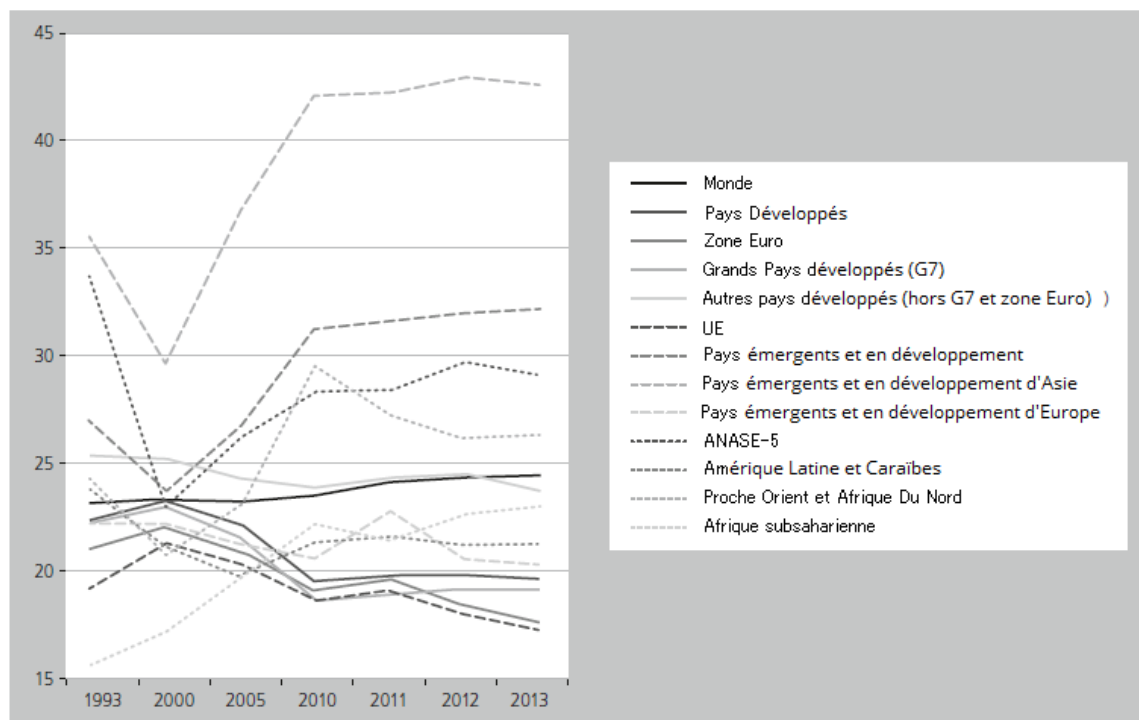
Région	1993	2000	2005	2010	2011	2012	2013
Pays industrialisés	7,5	6,0	6,3	8,3	8,0	8,0	7,9
Zone	10,0	8,8	9,2	10,2	10,2	11,	12,1
g7	7,1	5,6	6,2	8,2	7,7	7,4	7,1

Source : FMI ; OMAA ; données malheureusement pour ces groupes de pays seulement.

Pour évaluer l'évolution sociale de l'Europe, l'Indice de développement humain (IDH) est à nouveau parfaitement adapté. Comme nous l'avons vu, il est passé entre 2000 et 2012 de 0,818 à 0,862 en moyenne européenne, soit 5,4 % d'augmentation. Pour le groupe des pays à très fort IDH, la hausse a atteint 4,4 % et 3,3 % pour les Etats-Unis. Pour le groupe un peu moins bien placé des pays à fort HDI, la hausse a été de 9,1 % (de 0,695 à 0,758). Par comparaison, l'Europe fait mieux dans le domaine social que dans le domaine économique.

Les performances de l'Europe en matière de convergence doivent non seulement être évaluées en fonctions de données empiriques, mais aussi par comparaison avec d'autres zones d'intégration. Cette comparaison influence notamment les recommandations à faire en matière politique. En voyant si certaines régions font mieux ou moins bien que d'autres, il paraîtrait normal d'adopter au sein de l'Union des structures et des politiques empruntées aux plus performantes ou de modifier le modèle existant.

Graphique 6: Part des investissements dans le PIB; comparaison internationale



Source: FMI PEM

L'importance des différences existantes ne facilite pas la comparaison. D'une part, aucun de ces espaces n'est aussi profondément intégré ni ne compte autant d'Etats membres que l'UE. D'autre part, les écarts de développement sont parfois encore plus

Nous nous intéresserons ici à deux types de modèles de comparaison : 1. d'autres espaces d'intégration transnationaux comme le Mercado Común del Sur (Mercosur ou Marché commun du Sud), l'Accord de Libre-échange nord-américain (ALENA) et l'Association des Nations d'Asie du Sud-Est (ANASE); 2. des économies nationales dans lesquelles la convergence de régions sub-nationales est marquée par une profonde intégration.

#### 4.1. Autres espaces d'intégration

Parmi les nombreux modèles d'intégration qui existent de par le monde (zones de libre-échange, union douanière, etc.), trois seront comparés à l'UE : le Mercosur, l'ALENA et l'ANASE, car leur niveau de revenu est proche de celui de l'Union (contrairement par exemple à celui des pays de la Communauté Economique des Etats d'Afrique de l'Ouest, la CEDEAO) et leur histoire est plus longue que celle d'autres espaces d'intégration.

grands qu'au sein de l'Union. Enfin, chaque zone d'intégration a des spécificités très marquées. Dans le Mercosur, les disparités de revenu sont relativement faibles si on laisse de côté le Paraguay. Au sein de l'ANASE, beaucoup plus pauvre dans l'ensemble, deux pays à fort revenu se distinguent : le

Sultanat de Brunei et Singapour (comme le Luxembourg dans l'UE). L'ALENA pour sa part ne compte que trois très grands Etats membres, dont un, le Mexique, est nettement plus pauvre que ses deux voisins du Nord, les Etats-Unis et le Canada, aussi riches l'un que l'autre. Toute la dynamique de convergence dépend donc dans cette zone du processus de rattrapage du Mexique.

En comparant les taux de croissance de ces espaces d'intégration à ceux de l'UE entre 1999 et 2012 (en tant qu'indicateurs de réussite économique), on constate qu'avec une moyenne (non pondérée) de 63,4 %, l'ANASE obtient le meilleur résultat. (Son niveau de

départ était toutefois extrêmement bas, surtout après la crise asiatique de 1997/98). Le Mercosur affiche un taux de 27,4 %, l'ALENA 14,7 % et l'UE 32,6 %. Le petit score de l'ALENA n'est pas une surprise étant donné le niveau élevé des revenus aux Etats-Unis et au Canada. Les écarts de croissance entre espaces d'intégration indiquent une bêta-convergence mondiale imparfaite qui nécessiterait pour s'améliorer une croissance plus rapide des groupes de pays pauvres que des groupes de pays riches. L'exception – plutôt affaiblie – est l'Amérique latine. L'Union européenne est plutôt plus pauvre que l'ALENA.

Tableau 15: Comparaison des niveaux de convergence de différents espaces d'intégration

	Mer-	ALENA	ANASE	UE
Ecart-type 1999 (USD)	1 525	16 749	10 168	15 749
Ecart-type 2012 (USD)	2 521	19 123	12 362	16 929
Variation écart-type	65,2 %	14,2 %	21,6 %	7,5 %
Max/Min 1999	3,4	5,3	83,3	26,5
Max/Min 2012	4,4	5,3	37,1	17,5
Variation Max/Min	27,7 %	0 %	-55,4 %	-36,7 %

Sources : World Development Indicators; calculs de l'auteur

En ce qui concerne les performances de convergence, le tableau 15 montre d'assez bons résultats pour l'UE. La dispersion du revenu par habitant (écart-type) a augmenté dans toutes les zones étudiées, mais c'est dans l'Union qu'elle s'est le moins élargie. C'est dans l'ANASE que l'écart de revenu par habitant des pays les plus riches et des pays les plus pauvres s'est le plus resserré. Il n'a pas évolué au sein de l'ALENA et a même augmenté dans le Mercosur. Le chiffre était toutefois déjà très élevé dans la zone ANASE en début de période et également bien supérieur en 2012 à ce qu'il était dans l'UE.

En examinant la croissance des pays membres des espaces d'intégration d'après le critère de bêta-convergence (les pays pauvres connaissent une croissance plus rapide), le tableau est le suivant : dans le Mercosur, le revenu du pays le plus pauvre (le Paraguay) a été de loin celui qui a augmenté le plus lentement. Au sein de l'ALENA, le Mexique a enregistré une croissance à mi-chemin entre Etats-Unis et Canada, ni plus ni moins forte que celle de bien d'autres pays d'Amérique latine (cf. par exemple Mercosur; Castaneda 2014). Dans l'ANASE en re-

vanche, la croissance a été bien plus rapide que la moyenne dans les trois pays les plus pauvres – Cambodge, Laos et Vietnam – (pas de données disponibles pour Myanmar). Le revenu par habitant du Sultanat de Brunei ayant en plus légèrement reculé, on comprend le bon résultat de l'ANASE en termes de rapport max/min.

#### 4.2. La convergence au sein des espaces nationaux

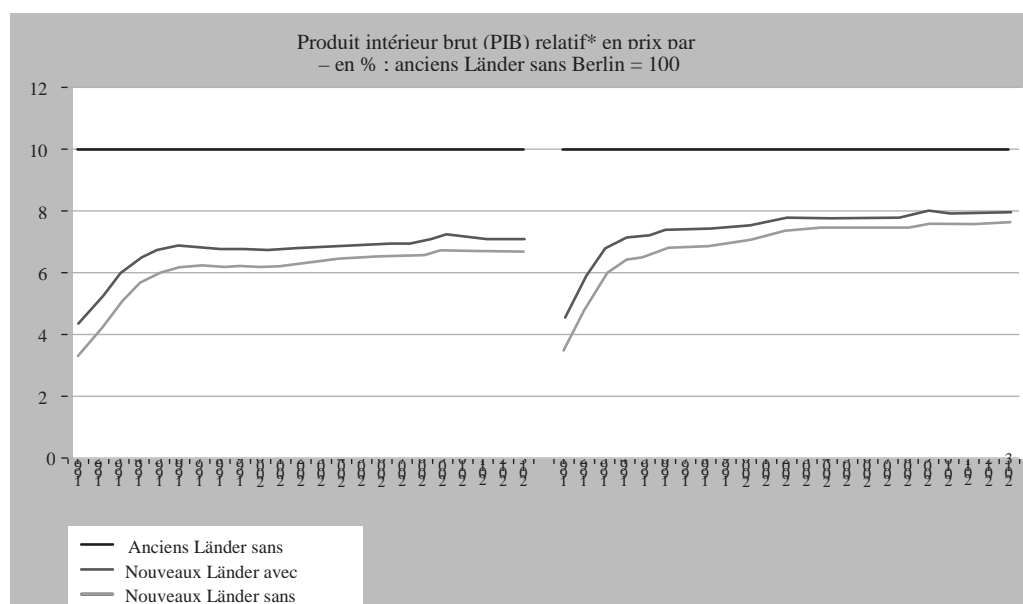
A l'intérieur des Etats, il existe aussi des disparités de revenus régionales qui peuvent diminuer ou augmenter. On s'attend généralement à ce que la convergence interne soit plus forte que la convergence entre Etats en raison du soutien que lui apportent les politiques ad hoc des gouvernements sachant qu'elle fait souvent partie de leurs objectifs, voire de leurs obligations. L'UE est plutôt à comparer avec de grands pays à fortes disparités de développement régional.

L'étude déjà citée de Barro et al. (1991) a constaté une convergence entre Etats aux Etats-Unis et l'a étudiée. Elle ne progresse toutefois qu'à un rythme de 2 % par an.

Pour l'Allemagne (convergence entre Länder de l'Ouest et Länder de l'Est), Ludwig et Scheufele (2009) évaluent aussi la réduction de l'écart à environ 2 % par an. Politiquement, le chiffre n'est guère satisfaisant car il faudrait 37 ans pour réduire l'écart de 50 %. L'Institut de Recherche économique de Halle a même diagnostiqué dans un communiqué de presse, le 15 avril 2014, la fin du processus de rattrapage (cf. graphique 7). En Europe, l'Italie est un autre exemple de fortes disparités régionales – entre le Mezzogiorno et le Nord – qui ont peu diminué malgré les efforts importants des responsables politiques régionaux et l'immigration.

Le 5ème rapport sur la cohésion de l'UE (2010) compare l'Union au Brésil, à la Russie, à l'Inde et à la Chine et constate, en s'appuyant sur des données de la Banque mondiale, que « les disparités régionales en termes de PIB par habitant [sont] bien plus élevées [dans ces 4 pays] qu'au sein de l'UE » (EU 2010 : 5). » Alors que dans l'UE, les régions du quartile supérieur ont un PIB par habitant 2,8 fois supérieur à celui du quartile inférieur, le chiffre atteint 3,6 au Brésil et en Inde et même 4,9 en Russie. » (EU 2010 : 5). Pour la Chine, le rapport précise que les données sont difficiles à comparer mais situe tout de même le pays au-dessus du niveau de l'Union, à 3,2 %. Il ne dit rien par contre à propos de la convergence.

Graphique 7: Nouveaux Länder : un processus de rattrapage



\* Le PIB relatif par habitant et par actif est calculé en comparant les chiffres de l'Allemagne de l'Est à ceux de l'Allemagne de l'Ouest (hors Berlin).

Source: Arbeitskreis »Volkswirtschaftliche Gesamtrechnungen der Länder« *Produit intérieur brut. création de valeur de la République fédérale d'Allemagne de 1991 à 2013*. Série 1, volume 1, Stuttgart: Statistisches Landesamt Baden-Württemberg, édition mars 2014, période de référence du Statistischen Bundesamtes: août 2013 / [www.vgrdl.de/Arbeitskreis\\_VGR/tbls/R1B1.zip](http://www.vgrdl.de/Arbeitskreis_VGR/tbls/R1B1.zip). Zugriff am 1.4.2014; Berechnungen und Darstellungen des VGRDL.

Ces chiffres peuvent être comparés à ceux de Dauderstädt/Keltek pour la répartition (données non régionales - voir ci-dessus). Ils indiquent que le rapport entre le revenu du cinquième le plus riche et du cinquième le plus pauvre de la population de l'Union se situe entre 6 et 7 (PPA) ou 9 et 10 (taux de change). D'après le Rapport sur le développement humain des Nations Unies (2013), d'autres grandes économies se situent à 4,9 (Inde), 7,3 (Russie), 8,4 (USA) et 9,6 (Chine).

#### En bref :

L'UE connaît certes une croissance plus lente que d'autres régions du monde (l'Asie par exemple) mais aussi forte que celle d'autres pays très développés (comme les Etats-Unis). Seule la zone euro enregistre de bien plus mauvais résultats. L'indice de développement humain a progressé plus vite au sein de l'Union que dans des pays comparables. En termes de répartition des revenus, les chiffres se situent (selon qu'on les mesure en PPA ou sur la base des taux de change) entre ceux de la Russie et de la Chine. L'UE affiche un niveau de convergence meilleur que d'autres zones d'intégration et supérieur à celui de certains Etats (l'Allemagne par exemple, entre l'Est et l'Ouest).



## 5. Scénarios de convergence dans d'autres modèles d'intégration

Nous l'avons vu: sur la longue période, la convergence des revenus au sein de l'UE est tout à fait satisfaisante – même en la comparant à celle d'autres espaces d'intégration ou à la convergence interne de certains pays. Les points faibles de la convergence intracommunautaire sont d'une part sa relative médiocrité entre les régions – due plutôt à des processus de divergence internes – et son inconstance. Dans la zone euro, elle a surtout ralenti après la crise de 2008 et s'est même parfois transformée en divergence.

Du fait essentiellement de la crise de l'euro, le modèle d'intégration et de croissance en vigueur jusqu'ici dans l'Union a été remis en question. La plupart des positions exprimées ne sont certes pas nouvelles, mais la crise a amplifié leur écho. Trois scénarios fictifs sont comparés ci-après au maintien du modèle existant (statu quo) :

1. une intégration décentralisée des marchés
2. une intégration politique approfondie
3. une désintégration partielle.

N'oublions pas toutefois que « statu quo » ne veut pas dire « immobilité » ; l'Union européenne a en effet commencé – en réaction à la crise surtout – à mettre en œuvre toute une série de mesures de politique économique novatrices destinées notamment à la zone euro, axées essentiellement sur la coordination des politiques économiques et la supervision bancaire (cf. Hacker 2013).

La comparaison porte sur les aspects suivants : probabilités de réalisation et problèmes posés par chacun des modèles ; aptitude à la convergence d'un point de vue théorique et – autant que possible – empirique ; compatibilité avec des processus de rattrapage réussis connus. Ont été retenus pour la comparaison l'Irlande en tant que pays de l'Union ayant réalisé le plus fort rattrapage et l'Asie orientale en tant que région dont le modèle s'est avéré le plus performant à l'échelle mondiale. Enfin, nous verrons dans quelle mesure les différents scénarios pourraient permettre de renforcer la cohésion sociale à l'intérieur des Etats membres.

### 5.1. Une intégration des marchés décentralisée

L'expression désigne ici un modèle d'intégration axé avant tout sur l'élimination des obstacles au marché et dans lequel les Etats de l'espace européen renoncent le plus possible à la politique de coordination centralisée. C'est à peu près à la vision qu'ont les conservateurs britanniques de l'intégration européenne. Scharpf (cf. Scharpf 1996) parlerait de création de marché par intégration négative sans intégration positive des politiques qui régulent et orientent les marchés.

Un tel modèle est par excellence irréaliste. Il implique que de nombreux et puissants intérêts se plient à une discipline de marché fictive. Plus que toute autre, une politique d'ouverture maximale des marchés nécessite en effet des politiques communes d'accompagnement du type politique de la concurrence ou normes de protection du consommateur et de production (respect de l'environnement, droits des salariés par ex.) si l'on veut éviter la course au moins-disant et les phénomènes de concentration. Les marchés des services, des capitaux et du travail posent d'autres défis encore pour qui veut faire tomber toutes les barrières : réglementation de l'immigration, de l'activité des banques et des autres acteurs des marchés de capitaux.

Se pose aussi la question d'une monnaie commune, qui favoriserait certes l'intégration renforcée des marchés (transparence des prix, faibles coûts de transaction) mais qui exigerait une politique monétaire commune. Si l'on assoit ce modèle d'intégration décentralisée des marchés sur les idées des conservateurs britanniques exposées plus haut, il ne peut y avoir de monnaie unique. Comment réagir alors face aux pratiques de sous-évaluations ciblées de certains Etats membres et aux crises monétaires potentielles dues aux mouvements de capitaux (libres) ?

Il faut d'abord se demander si un tel modèle d'intégration encouragerait la convergence ou la divergence. Les théories brièvement résumées en début d'analyse à propos du rapport entre intégration et convergence donnent malheureusement à ce sujet des résultats plutôt contradictoires :

- la théorie néoclassique considère que si les marchés fonctionnent parfaitement, leur intégration sans limite accélère la convergence. Les prix et les revenus factoriels sont

harmonisés par le biais des marchés de biens et de services et la liberté de mobilité factorielle assure un déroulement encore plus rapide et plus direct du phénomène, à condition que le capital aille vers les pays pauvres et le travail vers les pays riches. Les bénéfices et les salaires s'adaptent, la productivité augmente. Toujours selon cette théorie, la répartition entre capital et travail à l'intérieur des Etats membres change : les salaires augmentent dans les pays pauvres et diminuent dans les pays riches tandis que le rendement des capitaux évolue à l'inverse.

- En partant de l'hypothèse – sans doute plus réaliste – de marchés au fonctionnement imparfait, avec des rendements d'échelle et des avantages de concentration géographique souvent orientés à la hausse, le tableau est tout différent. On doit alors s'attendre à ce que les activités économiques se renforcent là où existent déjà des avantages comme le regroupement de main d'œuvre qualifiée et l'existence de structures publiques d'accompagnement (infrastructure, recherche, formation) et de pôles d'excellence. Ces pôles de développement attirent la main d'œuvre qualifiée et les capitaux et servent le grand marché commun. Certains facteurs (étapes de production ne nécessitant pas de main d'œuvre particulièrement qualifiée par exemple) sont déplacés vers les endroits où ils coûtent le moins cher. Dans la chaîne mondiale de création de valeur, les salariés locaux doivent se contenter de salaires relativement faibles.

Les macro-expériences ne sont pas possibles en économie. Il n'est donc pas vraiment possible de formuler de conclusions empiriques claires. Une Union européenne dont les marchés seraient totalement intégrés ne peut pas vraiment être comparée à un Etat dans lequel des régions sont à la fois concurrentes et partenaires, car les politiques nationales qui englobent l'ensemble des régions portent généralement sur de vastes domaines. Une telle Union peut plutôt être comparée à certains espaces d'intégration sans politiques communautaires fortes ou à l'économie mondiale en général – sachant que dans ce dernier cas les obstacles au marché sont encore bien réels, surtout en matière de services, de capital et de travail. Nous avons vu plus haut que les autres espaces d'intégration ne se caractérisent pas vraiment par plus de convergence.

On peut aussi mesurer l'aptitude de ce modèle d'intégration à la convergence en se demandant s'il autorise ou soutient des stratégies de rattrapage efficaces. Le modèle irlandais et le modèle de l'Asie orientale sont deux exemples intéressants.

- Le modèle irlandais est tout à fait compatible avec celui d'une pure intégration des marchés. C'est même à ce modèle-là qu'il doit son existence jusqu'à un certain point, car il repose fortement sur le fait d'attirer les investisseurs étrangers en leur offrant des conditions favorables (faible fiscalité, main d'œuvre qualifiée et bon marché). La politique fiscale de l'Irlande ne doit d'ailleurs son salut qu'à la tolérance de ses partenaires commerciaux face au moins-disant fiscal, véritable invitation au transfert des bénéfices et à l'évasion fiscale via la méthode des prix de transfert, et au fait qu'aucune instance supranationale ne la combatte.

- A l'opposé, le modèle est-asiatique de l'encouragement et de la protection des investissements associée à une politique budgétaire répressive (taux d'intérêt faibles, épargne obligatoire) repose sur des interventions tant sur les marchés de biens (protectionnisme) que sur les marchés des capitaux (contrôle de la circulation des capitaux). Ce modèle ne pourrait guère être réalisé dans un schéma d'intégration décentralisée des marchés.

En fin de compte, un tel modèle d'intégration aboutirait à une concurrence forte et plutôt sous-régulée entre Etats et entre sites d'implantation économique. Cela peut permettre des processus de rattrapage comme en ont connu l'Irlande et l'Europe centrale et orientale. Mais cela peut aussi amener des pays pauvres à s'enliser dans un cercle vicieux de faible compétitivité et de pénurie de ressources susceptibles d'attirer davantage les investisseurs. On peut aussi imaginer que – pendant une phase de transition assez longue au moins – la répartition des revenus évolue au profit du capital, qui profite des faibles coûts offerts par les sites de production les plus rentables. La part des salaires dans le PIB a ainsi considérablement diminué en Irlande et près d'un cinquième de la création de valeur ajoutée du pays est allé à des investisseurs étrangers.

L'exemple irlandais ne permet pas d'attendre grand-chose de positif en matière de cohésion sociale. Mais cela ne doit pas obligatoirement se vérifier. Les théories classiques

(Ricardo, Heckscher-Ohlin) prévoient même plutôt un élargissement du champ de la répartition et une augmentation des salaires dans les pays pauvres. Mais elles supposent que les facteurs de production sont immobiles. Dans une économie mondialisée, une forte pression pèse sur les investisseurs amenés à rechercher les meilleurs avantages compétitifs en sacrifiant souvent les acquis sociaux. En même temps que la croissance et l'emploi augmentent grâce aux avantages qualitatifs procurés par certains choix d'implantation, des marges se créent pour augmenter les salaires réels et les prestations sociales, même s'il n'y a pas de redistribution. En Irlande aussi les salaires ont augmenté assez fortement, sans toutefois que leur part dans le PIB augmente.

## 5.2. Une désintégration partielle

Dans ce modèle, les Etats se réapproprient plus de liberté d'action en matière économique et monétaire. Cela suppose, étant donné le niveau d'intégration existant, une désintégration partielle, avec par exemple l'abandon par certains Etats membres des politiques de coordination européennes ou le retour dans le champ de la souveraineté nationale de compétences transférées à l'UE. La question est de savoir s'il s'agit de changements fondamentaux et durables ou de mesures exceptionnelles de court terme. Les premiers menaceraient l'intégration européenne davantage que les secondes, qui peuvent d'ailleurs être mises en œuvre en accord avec l'UE.

La sortie de l'Union monétaire serait un acte majeur sur la voie de la désintégration. Pour les pays de la zone euro, cela signifierait le retour aux monnaies nationales. Pour d'autres, ce serait la fin des efforts de convergence au sens des critères de Maastricht (endettement, déficit budgétaire, inflation, fixation des taux de change) – pour autant qu'ils n'aillent pas de toute façon dans le sens de l'intérêt desdits Etats, même sans le carcan de Maastricht. La réappropriation des compétences de politique industrielle (subventions) et de politique économique extérieure (politique commerciale, réglementation des mouvements transnationaux du capital et du travail) serait encore plus problématique, car elle menacerait le cœur même du modèle d'intégration européen.

Actuellement, un tel modèle d'intégration – et surtout un éclatement partiel de l'Union monétaire – apparaît à l'évidence très coûteux

et très improbable tant politiquement qu'économiquement. L'évolution des taux de change et les mouvements de capitaux qui en résulteraient contraindraient les Etats membres concernés à des ajustements considérables. D'un autre côté, les pays les moins robustes économiquement pourraient plus que les autres améliorer leur compétitivité par des dévaluations externes (de taux de change) et non par des dévaluations internes dues à la modération des salaires nominaux – à condition d'être prêts à réduire les salaires réels. Dans le cas contraire, les augmentations de salaires (en compensation de l'inflation liée à la dévaluation) réduiraient à néant leur avantage en termes de coûts. Ces pays pourraient en outre combattre les récessions par une politique budgétaire expansive et/ou une politique monétaire moins restrictive. Un Etat qui s'endetterait à l'étranger devrait alors le faire soit en monnaie étrangère (ce qui augmenterait sa dette en cas de dévaluation) soit en monnaie nationale avec des taux d'intérêt élevés pour compenser le risque de change.

Quel impact ce modèle d'intégration aurait-il sur les chances de convergence et les risques de divergence ? La théorie ne nous éclaire pas beaucoup. Il permettrait probablement aux Etats membres de réagir avec plus de souplesse, à l'aide de mesures conjoncturelles, et à arriver dans l'idéal à ce que les récessions soient moins longues et moins profondes. Une sortie partielle de la zone de libre-échange aurait par exemple permis aux pays du Sud de l'Europe, même sans dévaluation, de compenser par des droits à l'importation et des subventions à l'exportation les différences de prix générées par l'évolution différente des coûts salariaux unitaires chez eux et en Europe du Nord. Les droits à l'importation auraient aussi contribué à l'assainissement des finances publiques – en supposant que les crédits consacrés aux subventions n'aient pas tout dévoré.

Les processus de croissance importants pour la croissance à long terme sont ceux qui dépendent de l'évolution de la productivité et de la compétitivité dynamique (par opposition à la compétitivité des prix et aux avantages comparatifs ponctuels). Le processus se nourrit avant tout des investissements des entreprises et de l'Etat en capital physique et immatériel (installations, infrastructure, recherche, éducation).

Du point de vue empirique, un tel modèle d'intégration peu contraignant est avant

tout comparable à l'Europe de Maastricht, surtout lorsqu'une sortie de l'Union monétaire est évoquée comme premier élément de désintégration. A l'époque, la convergence concernait surtout les pays du Sud de l'Europe et l'Irlande. Comme le montrent les études précédemment citées (Banque mondiale 2012 et graphique 4 par exemple), la convergence n'a pas été particulièrement forte au cours de cette période. Si l'on veut vraiment parler de meilleure convergence, c'est avant 1980 qu'on peut la trouver. On pense alors à un élément de désintégration encore plus puissant : une sortie de l'UE.

C'est surtout dans les années 90 que l'Irlande a gagné du terrain, sans dévaluation, déficit ou endettement particulièrement élevé(e) qui auraient rendu difficile une intégration plus profonde comme la participation à l'Union monétaire. La stratégie irlandaise aurait pu souffrir des nombreuses possibilités de réaction d'autres Etats membres en capacité de se défendre contre les pratiques de transferts de bénéfices et de concurrence fiscale par des mesures nationales que le droit communautaire n'autorise pas. Si certains Etats de l'Union voulaient suivre le modèle est-asiatique, ils seraient contraints à une désintégration partielle, voire importante, pour pouvoir mettre en œuvre les politiques de soutien et de protection des exportations et de politique financière répressive essentielles à ce modèle.

Une désintégration partielle permettrait certainement de mieux protéger la cohésion sociale de la pression concurrentielle. Mais les marges de manœuvre disponibles pour la répartition dépendent ici aussi des niveaux globaux de croissance et de prospérité. Si le succès est au rendez-vous sur ces deux points et que le gâteau s'agrandit, les gains (de productivité) peuvent être partagés équitablement.

### 5.3. Une intégration politique approfondie

Une intégration politique approfondie verrait l'Union engagée dans une coordination économique supranationale poussée et plus proche d'un partage des compétences propre à un Etat fédéral (qu'à une fédération d'Etats). Des mesures en ce sens ont été prises à plusieurs reprises – de façon irrégulière, c'est vrai – au fur et à mesure de l'intégration européenne et font l'objet, après la récente crise, de débats et d'affrontements d'idées intenses au sein de l'UE (cf. Hacker 2013) autour du concept d'« Union budgét-

taire ». On pourrait aussi imaginer attribuer des compétences fiscales renforcées à l'échelon supranational, qui lui permettraient de disposer de plus d'argent et de le redistribuer en en faisant davantage profiter les Etats membres ou les régions pauvres – avec par exemple une forme de péréquation financière entre Etats membres comme elle existe entre les Länder allemands. Une autre forme d'intégration approfondie consisterait à créer une Union sociale fondée sur une assurance-chômage européenne (cf. Dullien 2014). On peut aussi imaginer, pour tenter de répondre au problème des dettes souveraines, la création d'euro-obligations (cf. Delpla/von Weizsäcker 2011) ou d'un fonds européen d'amortissement de la dette (Comité des experts économiques allemand), autres gages d'approfondissement de l'intégration.

En théorie, l'accroissement des flux de capitaux à destination des pays pauvres (sous forme de transferts ou d'emprunts plus faciles) permettrait de faciliter la constitution du stock de capital nécessaire à une croissance élevée de long terme. Mais cela implique que ce capital soit investi de façon productive. Des mécanismes de stabilisation automatiques à l'échelle de l'Europe pourraient amortir les chocs asymétriques et prévenir ou affaiblir les effets de cercles vicieux propres à certains pays dans lesquels l'affaiblissement de la demande ne cesse d'entraîner l'emploi à la baisse et inversement. Pour les conservateurs, de telles « incertitudes » pourraient toutefois entraîner un aléa moral, autrement dit l'oubli, par certains Etats, de leurs responsabilités politiques et leur renoncement aux efforts qui leur incombent.

Du point de vue empirique, il est tentant de faire la comparaison avec les processus de convergence internes car une UE plus engagée dans son intégration politique ressemble à bien des égards à une économie nationale. Les résultats sont toutefois peu encourageants. Nous l'avons vu : la convergence interne ne progresse pas plus vite que la convergence entre Etats (2 % pour les Etats-Unis selon Barro). Après un beau démarrage, le processus de rattrapage entre l'Est et l'Ouest de l'Allemagne stagne depuis dix bonnes années. Au sein de l'UE, les inégalités ont augmenté ou stagné à l'intérieur des espaces nationaux alors qu'elles ont diminué entre les Etats membres (cf. Wunsch 2013 ; Dauderstädt/Keltek 2014). Dans le passé, l'Allemagne avait connu d'autres processus de convergence : dans les années 1960-1970

par exemple, la Bavière, plutôt pauvre jusqu'alors, allait engager un processus de rattrapage tiré par le soutien aux industries de l'armement et de l'automobile.

Les inégalités internes aux espaces nationaux sont toutefois généralement moins fortes que les inégalités entre Etats. Par conséquent, la convergence grimpe en flèche dès que sont mis en place des systèmes de transfert inter-régionaux au profit de la collectivité (péréquation financière entre Länder par exemple ou aides de l'Etat aux communes), des ménages ou des personnes (assurances sociales par ex.), car ils gonflent le revenu des régions pauvres. Il en résulte un effet multiplicateur : le pouvoir d'achat localement plus élevé fait augmenter, ou au minimum stabilise, l'offre locale. L'emploi et les revenus s'en trouvent relancés.

Si l'on examine cette fois les chances de succès de stratégies de rattrapage réussies connues (Irlande, Asie orientale) dans un schéma d'intégration encore plus centralisée, les conclusions sont claires : le modèle de l'Asie orientale n'aurait aucune chance de réussir et le modèle irlandais en aurait à peine plus. Plus l'Europe, de plus en plus intégrée et avec une politique économique harmonisée, avance sur la voie de l'uniformisation des taux d'imposition des entreprises, plus il sera difficile de suivre la stratégie de l'Irlande.

Si, dans un schéma d'intégration politique approfondie, avec une politique économique commune, le renforcement de la cohésion sociale était vraiment un objectif politique, la mise en œuvre de ce modèle contribuerait effectivement à son amélioration. Une assurance-chômage commune ou une péréquation financière entre Etats faciliterait la protection sociale dans les pays pauvres ou les plus touchés par le chômage. Si par contre le renforcement des compétences supranationales était utilisé pour contraindre les Etats membres à des coupes encore plus importantes dans leurs systèmes sociaux, à des réductions de salaires et à une déréglementation du marché du travail, l'effet pourrait bien être inverse.

#### 5.4. Le statu quo

Ce dernier scénario est aussi le plus probable: le statu quo, avec éventuellement quelques petits changements comme ceux dont on discute en permanence et qui sont d'ailleurs souvent mis en œuvre. Puisqu'il y a

tout lieu de penser que le modèle d'intégration existant se maintiendra, les réflexions théoriques ne sont pas forcément opportunes. On doit se contenter soit de constater qu'à l'évidence, certains processus difficiles à expliquer théoriquement sont à l'œuvre en pratique, soit de chercher une explication théorique aux faits constatés.

Nous avons vu que l'on a assisté depuis 1999 à un processus de convergence très réussi mais qui s'est « fissuré » avec la crise de 2009 : alors qu'il s'est poursuivi après un bref effondrement dans les nouveaux Etats membres d'Europe centrale et orientale, il s'est transformé dans les pays à fort déficit (GIPS) en processus de divergence. La convergence réelle (enregistrée jusqu'en 2009) confirme d'un côté l'hypothèse (néo)classique selon laquelle l'accès au capital, la possibilité de s'installer à l'étranger et l'intégration des marchés de biens et de services permettent aux pays pauvres d'engager des processus de rattrapage. Mais d'un autre côté, la croissance en parallèle des inégalités internes montre que l'hypothèse inverse (avantages liés à la concentration géographique, processus de concentration économique, dépendance face à certains schémas) n'est pas injustifiée, car la croissance se concentre plutôt sur des pôles spécifiques. Les craintes préalables à l'élargissement à l'Est, selon lesquelles une intégration approfondie, ciblée sur certaines réalités internes purement nationales, pourrait plutôt empêcher la convergence (cf. Dauderstädt 2000b) se sont largement avérées sans objet.

En matière de convergence, l'UE fait donc mieux qu'on ne le pense généralement. L'erreur fondamentale est venue de sa réaction inadaptée à la panique provoquée en 2010 par la crise des dettes souveraines. Le refus de supporter ensemble l'augmentation des dettes due à la crise des marchés financiers et à la forte récession, ou au moins de voir la BCE accorder une garantie implicite à titre, en fait, de prêteur en dernier ressort, a déclenché un tourbillon de fuites de capitaux, d'endettement des Etats, de crises bancaires, d'austérité et de récession. Les modèles de croissance des GIPS n'étaient certes probablement pas durables en ce sens qu'ils ne pouvaient pas être prolongés à l'infini (ce qui vaut d'ailleurs pour quasiment tous les modèles unilatéraux), mais ils auraient pu s'achever avec un atterrissage en douceur plutôt qu'un effondrement brutal. Les directives de la Troïka ont provoqué l'effondrement de la croissance, l'explosion du chô-



mage et le gonflement de la dette publique. Avec la déclaration de Mario Draghi de 2012, la BCE a fourni la bouffée d'oxygène qui aurait permis d'étouffer la crise dans l'œuf dès 2010 et évité aux pays concernés une désastreuse cure d'amaigrissement. Il est significatif de constater que ces pays ont pu revenir sur le marché des capitaux en 2014 alors que leurs niveaux d'endettement sont plus élevés que jamais et que leurs taux de croissance sont encore extrêmement faibles.

Les mécanismes de sauvetage et de contrôle (« Six Pack », supervision macroéconomique, etc.) mis en place pendant la crise ont une fois de plus consolidé le modèle économique traditionnel de l'UE, fondé sur le seul renforcement de l'offre et peu soucieux de la demande. L'Union n'a pas de vision commune d'une économie européenne dans laquelle des possibilités de croissance existeraient pour tous les Etats membres et où une répartition équitable de la création de valeur ajoutée, avec d'abord une politique salariale axée sur la productivité, assurerait une rétroaction dynamique entre l'offre et la demande.

### En bref :

La comparaison de l'aptitude à la convergence de différents modèles d'intégration donne un tableau hétéro- qui ne peut fournir d'arguments ni aux eurosceptiques ni aux fédéralistes, comme on le voit

Critère	Probabilité de	Aptitude à la convergence		Aptitude au rattrapage		Cohésion sociale
		théorique	empirique	Irlande	Est Asie	
Modèle						
Intégration des marchés décentralisée	faible	incertaine	À peine meilleure	bonne	mauvaise	Plutôt mauvaise
Désintégration partielle	compliquée	incertaine	Plutôt meilleure	possible	meilleure	Plutôt meilleure
Intégration politique approfondie	faible	meilleure	Plutôt moins bonne	Moins bonne	mauvaise	incertaine
Statu	probable	Sans objet	bonne	bonne	mauvaise	Plutôt mauvaise

Ni un niveau d'intégration moins important ni une évolution vers un modèle étatique ne fera progresser la convergence.

L'historique de l'intégration européenne jusqu'à aujourd'hui n'est pas une page de gloire du progrès social. La répartition des richesses à l'intérieur des Etats s'est dégradée plus qu'elle n'a progressé. Pendant la crise, les Etats endettés ont été contraints à des coupes dans leurs régimes de protection sociale et à des réductions de salaires. Le déséquilibre de la politique économique européenne au profit de l'offre a contribué en permanence à ce que le contexte social se dégrade ou ne progresse pas au même rythme que la croissance.

## 6. Conclusions : analyse et politique

Cette conclusion résume les résultats de l'analyse et évoque quelques conséquences politiques.

### 6.1. La convergence en crise

Par comparaison avec le reste du monde, l'UE n'est certes ni particulièrement dynamique ni particulièrement « sociale » (au sens de la réduction des inégalités). Mais en termes de convergence, elle se classe aussi bien que d'autres espaces d'intégration – depuis 1999 surtout – et mieux que certaines économies nationales. Son point faible est

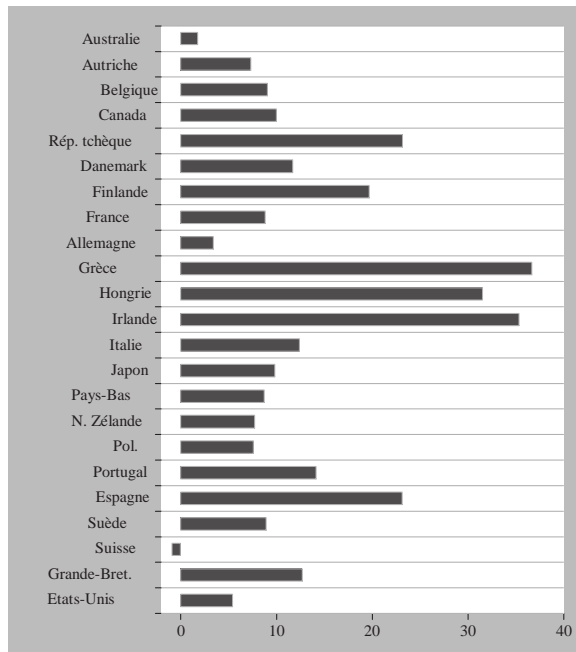
plutôt l'augmentation des inégalités internes dans beaucoup d'Etats membres (entre les ménages, les régions, les niveaux de richesse en capital et d'emploi). La crise financière a sérieusement amputé les revenus de beaucoup d'entre eux.

On observe par la suite une divergence claire, bien que non homogène. A partir de 2009, la situation des pays frappés par la panique liée à la dette (GIPS) se dégrade tandis que la plupart des nouveaux Etats membres renouent avec la croissance. Le graphique 8 ne fait pas de différence entre les effets de la grande récession et de la politique d'austérité, mais montre bien l'af-



faiblissement de la croissance dans les GIPS. La République tchèque et la Hongrie enregistrent également un recul notable, bien qu'elles ne fassent pas partie de la zone euro.

Graphique 8: Pertes de croissance en %  
(Potentiel de production, 2007 à 2015)



Source : Ball 2014

Comment expliquer cette situation ?

- La **faiblesse relative de la croissance** de l'UE dans son ensemble par rapport à celle des pays pauvres à travers le monde s'explique d'abord par le niveau déjà relativement élevé des revenus et la proximité du plafond de productivité. L'écart est moins important avec les pays riches et pourrait s'expliquer par le manque d'intérêt pour la demande et l'objectif unique de stabilité de la politique monétaire et budgétaire.

- Les bons résultats enregistrés depuis 1999 en matière de **convergence** sont dus au fort rattrapage des nouveaux Etats membres, qui ont profité d'investissements directs élevés et des marchés que leur a ouverts l'entrée dans l'Union, ainsi que de taux d'intérêt réels faibles dans les pays de la zone euro les moins riches - où ils ont d'ailleurs provoqué un boom, mais surtout dans les secteurs à production non-négociable à l'international (l'immobilier). La divergence observée depuis 2009 est essentiellement due à une politique d'austérité inadaptée dans les pays endettés et à la fuite des capitaux qu'ils subissent.

- L'aggravation de la **fracture sociale** résulte d'une asymétrie. Alors que pour la convergence entre pays les facteurs classiques de rattrapage (investissements, éducation, spécialisation) ont porté leurs fruits, la baisse de la part des salaires dans le PIB et les avantages liés à la concentration géographique ont entraîné des évolutions différentes d'un pays à l'autre. A l'intérieur des Etats toujours, la concurrence entre sites d'implantation, l'harmonisation et la libéralisation dues à l'intégration et à l'action de l'UE ont exercé une pression sur des mécanismes de protection de nature politique comme les systèmes de répartition, le contrôle de la concurrence, la régulation de l'activité économique et le domaine public (cf. Dauderstädt 2002 ; cf. Höpner/Schäfer 2010).

L'élément central de la convergence est la croissance réelle de la productivité – éventuellement soutenue par une croissance de l'emploi due avant tout au recul du chômage. Les pays les plus prospères se distinguent plutôt par la relative faiblesse du volume de travail investi par habitant (cf. graphique 2), ce qui n'empêche pas la baisse du chômage ou du travail à temps partiel non choisi d'être toujours une bonne nouvelle. Un temps de travail hebdomadaire élevé et une durée de congés réduite ne peuvent être assimilés au progrès social. Le volume de travail investi dans une production dépend avant tout de la demande. Il peut s'agir d'une demande interne éventuellement soutenue par des mesures de politique monétaire et budgétaire. Il peut aussi s'agir de la demande de l'étranger, que la faiblesse des taux de change réels soutiendra. Celle-ci n'encourage toutefois guère la convergence car elle fait baisser le revenu par comparaison avec les autres pays.

Le moteur essentiel de la convergence est donc l'augmentation de la productivité. Elle autorise notamment un niveau de revenu élevé sans menace pour la compétitivité car les coûts salariaux unitaires n'augmentent pas tant que la hausse des salaires ne dépasse pas celle de la productivité. L'augmentation de la productivité dépend de nombreux facteurs influençables de différentes façons par des mesures politiques. Dans le secteur privé, il s'agit avant tout de l'investissement et du changement structurel (souvent motivés par des facteurs économiques extérieurs comme la spécialisation décrite par Ricardo). Mais pour le secteur public aussi, l'investissement est un moteur important de la productivité, qu'il aille vers le

capital physique, le capital non matériel ou l'éducation.

La répartition des gains de productivité ne dépend pas du degré d'intégration des économies. Ils peuvent être répercutés sur tout le monde sous la forme de prix peu élevés – et surtout sur l'étranger lorsqu'il y a exportation. Ils peuvent revenir aux détenteurs de capitaux sous la forme de bénéfices plus élevés lorsque la pression concurrentielle maintient les salaires et la fiscalité en-deçà du taux de croissance et creuse au passage la fracture sociale. Une politique salariale axée sur la productivité profite aussi aux salariés. Lorsque les bénéfices et les salaires augmentent, l'État perçoit plus de recettes ; il peut ainsi assurer davantage de services et une meilleure couverture sociale (FES 2011).

## 6.2. La politique au secours de la convergence sociale

Les responsables politiques disposent de différents moyens pour soutenir l'augmentation de la productivité : ils peuvent encourager l'investissement privé par des mesures fiscales, par des mesures de protection face à la concurrence (des importations), par des taux d'intérêt bas ou par des subventions directes. Ils peuvent aussi investir eux-mêmes, entre autres pour faciliter les investissements privés complémentaires (par ex. pour relier un site de production privé à un réseau de transport ou former la main d'œuvre spécialisée requise pour une production particulière). On a malheureusement souvent constaté que des initiatives publiques de ce type ne généraient pas vraiment de croissance durable mais de simples effets d'aubaine et des projets qui finissent en friche. Le Mezzogiorno et – dans une moindre mesure – les nouveaux Länder illustrent cette réalité. L'Irlande par contre constitue un exemple d'utilisation réussie des fonds européens et nationaux afin de faire avancer un processus de rattrapage soutenu par l'investissement privé (étranger). En Asie orientale aussi, les processus de rattrapage découlent de ce genre de mesures politiques.

Nous l'avons vu : le modèle d'intégration actuel de l'UE n'est que partiellement compatible avec une telle stratégie de rattrapage, mais a tout de même permis à l'Irlande et à de nombreux pays d'Europe centrale et orientale de gagner du terrain. Si l'Union interdit aux Etats membres les distorsions de concurrence sélectives, elle autorise tout de même les politiques générales de

réduction des coûts des entreprises (faibles taux de taxation des entreprises en Irlande ou modération salariale en Allemagne par exemple). Mais de telles politiques aggravent les inégalités, affaiblissent la demande intérieure et ne peuvent être efficaces que si d'autres pays assurent la demande. Les déséquilibres qui en résultent peuvent entraîner des crises de la dette. Mieux vaudrait veiller à ce que les crédits versés par l'Europe (certes réduits en proportion du PIB de l'Union mais considérables pour certains pays bénéficiaires) servent vraiment le développement et la modernisation des régions et des Etats défavorisés. Après les mauvaises expériences réalisées en matière d'attribution de capitaux privés au marché avant et pendant la crise mondiale des marchés financiers, et au vu des succès enregistrés en Asie orientale, il serait toutefois malvenu de faire peser sur les subsides d'origine publique un soupçon généralisé d'inefficacité.

Même si l'UE ne peut agir que de façon limitée pour accélérer la convergence réelle, elle serait bien avisée de tenter de prévenir les phénomènes de divergence en mettant en œuvre ses compétences économiques élargies (supervision macroéconomique) pour identifier et corriger les déséquilibres très tôt. Lors de la crise des marchés financiers de 2008, l'UE a laissé les Etats membres se débrouiller seuls face aux difficultés de leurs secteurs financiers respectifs – comme l'avait surtout souhaité l'Allemagne – alors que ceux-ci étaient déjà fortement imbriqués, particulièrement au sein de la zone euro. La récession qui a suivi en 2009 a elle aussi été combattue de façon relativement peu coordonnée. La troisième phase de la crise, la panique liée aux dettes souveraines, a vu l'UE tergiverser et prendre des mesures trop peu efficaces qu'il a fallu ensuite corriger sous la pression des marchés financiers. Ce n'est qu'en 2012 qu'est arrivée, avec la déclaration de Mario Draghi, la bouffée d'oxygène trop attendue de la BCE qui a détendu la situation sans toutefois provoquer de reprise. L'Union s'est dans le même temps dotée d'attributions élargies en matière de politique économique : surveillance plus étroite des politiques budgétaires des Etats membres et des déséquilibres macroéconomiques. Elle a imposé aux Etats fortement endettés des politiques d'austérité qui y ont aggravé la récession et la crise sociale. Le débat sur le niveau et l'intérêt de l'intégration a ainsi gagné en intensité dans tous les pays.

Des réserves déjà exprimées avant la crise se sont transformées en scepticisme. Des chercheurs comme Scharpf, Streeck et Höpner craignent depuis longtemps de voir l'État-providence et le modèle social corporatiste vidés de leur substance par la concurrence et l'harmonisation forcée. La crise et l'austérité ont confirmé ces craintes. Scharpf a conclu à l'incompatibilité des modèles capitalistes méditerranéens avec les exigences d'une Union monétaire conçue selon le modèle allemand. Les résultats des élections européennes de 2014 ont témoigné du même euroscepticisme. Les sondages montrent par contre qu'une majorité se dégage dans de nombreux pays en faveur d'un engagement plus fort de l'UE dans le domaine social (cf. Dethlefsen 2014).

L'UE se trouve ainsi face à un dilemme : accorder aux Etats membres plus de marge de manœuvre pour que chacun trouve sa voie vers la prospérité et l'équilibre social et s'y engage, mais aussi les assister en cas de crise(s) économique(s) et sociale(s). L'Allemagne et le camp conservateur sont les premiers à penser que le soutien de l'UE doit aller de pair avec des transferts de souveraineté afin d'éviter les comportements irresponsables et l'aléa moral. Ce point de vue a réussi à s'imposer largement dans l'Union et contribue donc à la montée de l'euroscepticisme un peu partout en Europe.

D'autres politiques sont proposées, qui se fondent sur l'idée de communautarisation des risques via la création d'euro-obligations (cf. Delpla et Weizsäcker 2011, Sachverständigenrat) ou d'une nouvelle assurance-chômage à l'échelle de l'Europe (cf. Dullien 2014). De telles mesures pourraient compléter l'arsenal de politique économique actuel de l'Union afin d'empêcher ou au moins d'affaiblir les phénomènes de divergence. Lorsqu'on évoque des actes de désintégration partielle comme la sortie de l'Union monétaire, on peut aussi imaginer d'autres types de mesures qui ne provoqueraient pas de rupture aussi importante. Les Etats membres qui ont un double problème de déficit (budget et balance des paiements courants) pourraient ainsi être autorisés à réinstaurer temporairement des droits de douane à leurs frontières. Ils rapporteraient de l'argent à l'Etat et auraient le même effet qu'une dévaluation en renchérissant le coût des importations et en abaissant celui des exportations (à condition que les recettes soient utilisées pour subventionner les exportations, entre autres). Le taux plancher des droits instaurés

devrait à peu près correspondre au niveau de dévaluation souhaité puis être progressivement ramené vers zéro au fil des années suivantes afin de restaurer les conditions du marché intérieur.

Le degré d'acceptation politique de toute idée est toujours plus élevé lorsque, plutôt que d'être imposée par des experts siégeant à huis-clos, elle se trouve légitimée par le discours public et par des processus de décision démocratiques. À ce titre, les résultats restent la meilleure garantie de l'approbation d'une politique. Ce n'est pas un hasard si les succès de la convergence dans l'UE jusqu'à 2008 ont été accompagnés par un enthousiasme record en faveur de l'intégration européenne.

## Littérature

- Ball L.M.** (2014): Long-term Damage from the Great Recession in OECD Countries, <http://www.econ2.jhu.edu/People/Ball/long%20term%20damage.pdf> (aufgerufen am 27.5.14).
- Barrell, Ray/te Velde, Dirk Willem** (1999): Labour Productivity and Convergence within Europe: East German and Irish Experience, <http://citeseerx.ist.psu.edu/viewdoc/download?doi=10.1.1.31.8943&rep=rep1&type=pdf> (aufgerufen am 27.5.14).
- Barro, Robert J. u. a.** (1991): Convergence Across States and Regions, Brookings Papers on Economic Activity No.1, S. 107–182, [http://miha.ef.unilj.si/\\_dokumenti3plus2/195003/BarroSala-i-Martin1991-Convergenceacrossstatesandregions.pdf](http://miha.ef.unilj.si/_dokumenti3plus2/195003/BarroSala-i-Martin1991-Convergenceacrossstatesandregions.pdf) (aufgerufen am 27.5.14).
- Bouvet, Florence** (2010): EMU and the dynamics of regional per capita income inequality in Europe, [https://www.dallasfed.org/assets/documents/institute/events/2010/10eu\\_bouvet.pdf](https://www.dallasfed.org/assets/documents/institute/events/2010/10eu_bouvet.pdf) (aufgerufen am 27.5.14).
- Busch, Bertold** (2014): Zehn Jahre Osterweiterung der Europäischen Union, iw-Trends 1/2014, <http://www.iwkoeln.de/de/studien/iw-trends/beitrag/berthold-busch-zehn-jahre-osterweiterung-der-europaeischen-union-161535> (aufgerufen am 5.8.2014).
- Campos, Nauro F./Coricelli, Fabrizio/Moretti, Luigi** (2013): Economic Growth and European Integration: A Counterfactual Analysis, <http://www.siecon.org/online/wp-content/uploads/2013/09/Campos-Coricelli-Moretti.pdf> (aufgerufen am 27.5.14).
- Castañeda, Jorge G.** (2014): NAFTA's Mixed Record – The View From Mexico, in: Foreign affairs, Band 93 2014 Heft 1, S. 134–141.
- Cuaresma, Jesus Crespo u. a.** (2012): Income convergence prospects in Europe: Assessing the role of human capital dynamics, Wirtschaftsuniversität Wien, Working Paper No.143.
- Dauderstädt, Michael** (2000a): Weder populäre Globalisierung noch globaler Populismus: ein weltwirtschaftliches Gedankenexperiment, <http://library.fes.de/fulltext/id/00936toc.htm> (aufgerufen am 27.5.2014).
- (2000b): EU-Osterweiterung Chancen und Risiken, in: ifo-Schnelldienst 31, 53. Jg., S. 3–6.
- (2002): Anpassungszwänge und Legitimationsverlust: Das europäische Dilemma, in: IPG 2/2002.
- Dauderstädt, Michael/Keltek, Cem** (2014): Krise, Austerität und Kohäsion: Europas stagnierende Ungleichheit, Bonn (FES).
- Dauderstädt, Michael/Witte, Lothar** (2001): Cohesive Growth in the Enlarging Euroland, Bonn (FES).
- Delpa, Jacques/von Weizsäcker, Jakob** (2011): Eurobonds. Das Blue Bond-Konzept und seine Implikationen, Berlin (FES).
- Dethlefsen, Knut u. a.** (2014): Social cohesion in Europe after the crisis, Warschau.
- Dreger, Christian** (2007): Preiskonvergenz in der erweiterten Europäischen Union, DIW-Wochenbericht 38/2007.
- Dullien, Sebastian** (2014): Eine Europäische Arbeitslosenversicherung als Stabilisator für die Eurozone, Bonn (FES).
- Ellison, David L.** (2001): CEEC Prospects for Convergence: A Theoretical and Historical Overview. In: Dauderstädt, Michael/Witte, Lothar (2001): Cohesive Growth in the Enlarging Euroland, Bonn (FES).
- Estrada, Ángel/Galí, Jordi/López-Salido, David** (2012): Patterns of Convergence and Divergence in the Euro Area, IMF, <https://www.imf.org/external/np/res/seminars/2012/arc/pdf/ELS.pdf> (aufgerufen am 27.5.14).
- EU** (2010): In Europas Zukunft investieren. Fünfter Bericht über den wirtschaftlichen, sozialen und territorialen Zusammenhalt.
- EU-Kommission** (2013): Employment and Social Developments in Europe.
- FES (2011): Soziales Wachstum. Leitbild einer fortschrittlichen Wirtschaftspolitik, Bonn (Wiso Diskurs).
- Filippetti, Andrea/Peyrache, Antonio** (2013): Is the convergence Party over? Labour productivity and the technology gap in the EU, in: Journal of Common Market Studies, Vol. 51, Issue 6, S. 1006–1022.
- Goecke, Henry** (2013): Europa driftet auseinander. Ist dies das Ende der realwirtschaftlichen Konvergenz? iw-Trends, Köln.
- Hacker, Björn** (2013): On the Way to a Fiscal or a Stability Union? The Plans for a »Genuine« Economic and Monetary Union, Berlin (FES).
- Höpner, Martin/Schäfer, Armin** (2010): Grenzen der Integration – wie die Intensivierung der Wirtschaftsintegration zur Gefahr für die politische Integration wird, in: integration 1/2010.
- Hoyer, Werner/Berndt, Markus** (2013): Aufbruch in ein neues Kapitel bei der Abgleichung der Lebensbedingungen in Europa, in: Zeitschrift für Wirtschaftspolitik, Jg. 62, Heft 1, S. 70–81.
- Institut der deutschen Wirtschaft** (1997): iw-trends, Heft 1/1997.
- Institut für Wirtschaftsforschung Halle** (2014): Pressemitteilung, <http://www.iwh-halle.de/d/publik/presse/13–14.pdf>.
- Hishow, Ognian N.** (2014): Divergenz statt Konvergenz in der Wirtschafts- und Währungsunion? Ein währungstheoretisch begründetes Plädoyer für eine andere Währungsunion, Berlin (SWP-Studie).
- Kaitila, Ville** (2013): Convergence, Income Distribution and the Economic Crisis in Europe, ETLA Working Papers No. 14, <http://www.etla.fi/wp-content/uploads/ETLA-Working-Papers-14.pdf> (aufgerufen am 27.5.14).
- Kohl, Heribert** (2013): Konvergenz und Divergenz in der Europäischen Union. Eine Zwischenbilanz zu Arbeitsbeziehungen und Lebensverhältnissen in den EU-Mitgliedsländern in Zeiten der Krise (o. O.).
- König, Jörg** (2014): Measuring European Economic Integration, Dissertation Göttingen, [http://ediss.uni-goettingen.de/bitstream/handle/11858/00-1735-0000-0022-5E5E-0/Dissertation\\_J%C3%B6rg%20K%C3%B6nig.pdf?sequence=1](http://ediss.uni-goettingen.de/bitstream/handle/11858/00-1735-0000-0022-5E5E-0/Dissertation_J%C3%B6rg%20K%C3%B6nig.pdf?sequence=1) (aufgerufen am 27.5.14).
- Lessenski, Marin** (2012): State of the Union: A Big Bang Theory of Europe. Findings of the Catch-up Index Sofia (Open Society Institute), [http://eupi.osi.bg/fce/001/0066/files/CatchUpIndexReport\\_c.pdf](http://eupi.osi.bg/fce/001/0066/files/CatchUpIndexReport_c.pdf) (aufgerufen am 5.8.2014).
- Ludwig, Udo/Scheufele, Rolf** (2009): Der lange Weg der Konvergenz, in: Wirtschaft im Wandel 10/2009, S. 400–407.
- OECD (2011): Divided we stand: Why inequality keeps rising, Paris.
- Rodríguez-Pose, Andrés & Vassilis Tselios** (2013): Towards inclusive Growth: Is there regional convergence in social welfare? In: International Regional Science Review.
- Próchniak, Mariusz/Witkowski, Bartosz** (2013): Time stability of Beta-convergence among EU countries – Bayesian model averaging perspective, in: Economic Modelling Volume 30, S. 322–333.

- 
- Sachverständigenrat** (Jahresgutachten 1998/99): [http://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/fileadmin/datei\\_ablage/download/gutachten/1400073.pdf](http://www.sachverstaendigenrat-wirtschaft.de/fileadmin/datei_ablage/download/gutachten/1400073.pdf) (aufgerufen am 27.5.14).
- Scharpf, Fritz W.** (1996): Negative and Positive Integration in the Political Economy of European Welfare States, in: **Marks, Gary u. a.** (Hrsg.): Governance in the European Union. London (Sage), S. 15–39.
- Tarschys, Daniel** (2003): Reinventing Cohesion. The Future of European Structural Policy, Stockholm (SIEPS).
- UN** (2013): Human Development Report [http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/14/hdr2013\\_en\\_complete.pdf](http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/14/hdr2013_en_complete.pdf).
- Weltbank** (2012): Europe's Golden Growth, [http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/04/20/000386194\\_20120420032146/Rendered/PDF/681680PUB0EPI004019020120Box367902B.pdf](http://www.wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2012/04/20/000386194_20120420032146/Rendered/PDF/681680PUB0EPI004019020120Box367902B.pdf) (aufgerufen am 27.5.14).
- Wunsch, Pierre** (2013): Is the European Integration Machine Broken? In: Intereconomics 2/2013, S. 78–83.

## Annexe : Le modèle ricardien ; une convergence douteuse

L'exemple ci-dessous est basé sur Dauderstädt (2000a). Il compare deux économies avec chacune 1000 actifs et deux produits. Leur productivité respective figure au tableau 1. Deux monnaies sont utilisées : la couronne à l'Est et au Sud et l'euro à l'Ouest et au Nord. Le taux de change est fonction des termes de l'échange. Supposons que le salaire est dans chacune des deux régions de 20 000 unités monétaires par an (couronnes à l'Est et au Sud, euro à l'Ouest et au Nord). La masse salariale, 20 millions de chaque côté, correspond dans ce modèle au revenu national. En situation d'autarcie, elle permet d'acheter et de consommer l'ensemble de la production, dont le prix correspond au coût du travail.

Tableau 1 : Niveau de productivité dans chacune des deux régions

Pays / Région	Années-hommes par bicy-	Prix bicyclette	Années-hommes par ordi-	Prix ordinateur
Est/Sud	4	80 000	100	2.000.000
Ouest/Nord	2	40 000	10	200.000

Suite à la spécialisation due à l'ouverture des marchés provoquée par la liberté des échanges, l'Est/Sud produit plus de bicyclettes et l'Ouest/Nord plus d'ordinateurs. On ne connaît pas a priori le nombre de bicyclettes qui sera échangé contre x ordinateurs. Le scénario a (tableau 2a) part de l'hypothèse que 120 bicyclettes sont échangées contre 10 ordinateurs. Chacune des deux régions s'en tire mieux qu'en situation d'autarcie.

Tableau 2a : L'ajustement par le libre-échange (avantage aux régions défavorisées)

Pays / Région	Production en situa-tion		Production spécialisation		Consommation après échanges	
	Bicyclettes	Ordinateurs	Bicyclettes	Ordinateurs	Bicyclettes	Ordinateurs
Est/Sud	125	5	250	0	130	10
Ouest/Nord	250	50	150	70	270	60
Total	375	55	400	70	400	70

Sur la base des salaires et prix supposés, la création de valeur en situation d'autarcie équivaut, pour l'Est/Sud, à  $125 \times 80\,000 \text{ kr} + 5 \times 2\,000\,000 \text{ kr} = 20\,000\,000 \text{ kr} = 1\,000 \text{ (actifs)} \times 20\,000 \text{ kr}$  de salaire annuel. La spécialisation fait passer le niveau de consommation (en anciens prix) à  $130 \times 80\,000 \text{ kr} + 10 \times 2\,000\,000 \text{ kr} = 30\,400\,000 \text{ kr}$ , soit une augmentation de 52 %. Dans la région Ouest/Nord, plus riche, le revenu était de  $20\,000\,000 \text{ d'euros} = 250 \times 40\,000 \text{ euros} + 50 \times 200\,000 \text{ euros}$ . La spécialisation fait passer le niveau de consommation (en anciens prix) à  $270 \times 40\,000 \text{ euros} + 60 \times 200\,000 \text{ euros}$ , soit 22 800 000 euros. L'augmentation est donc de 14 % (seulement). Etant donné que le taux de change doit être de 4,8 kr pour un euro pour pouvoir échanger 120 bicyclettes contre 10 ordinateurs, le revenu du pays le plus riche est 3,6 fois supérieur à celui du pays le plus pauvre. Mais une convergence s'est produite car avec ce taux de change, le rapport entre les revenus était auparavant de 4,8 (nombre identique d'unités monétaires).

Dans le scénario b (tableau 2b), 120 bicyclettes sont échangées contre 5 ordinateurs seulement. Les deux régions s'en sortent là aussi mieux qu'en situation d'autarcie. Mais après spécialisation et échanges, l'Est/Sud ne dispose (en prix anciens) que de  $130 \times 80\,000 \text{ kr} + 5 \times 2\,000\,000 \text{ kr} = 20\,400\,000 \text{ kr}$ , soit 2 % de plus seulement. Dans la région Ouest/Nord, plus riche, le niveau de consommation (en prix anciens) augmente par contre de  $270 \times 40\,000 \text{ euros} + 65 \times 200\,000 \text{ euros} = 23\,800\,000 \text{ euros}$ , soit 19 %. Le taux de change doit être de 9,6 kr/euro. Le rapport entre les revenus passe alors à 11,2. Les termes de l'échange ont ici provoqué une divergence (rapport ancien selon nouveau taux de change : 9,6).



Tableau 2b : L'ajustement par le libre-échange (avantage aux régions riches)

Pays / Région	Production en situation		Production spécialisation		Consommation après échanges	
	Bicyclettes	Ordinateurs	Bicyclettes	Ordinateurs	Bicyclettes	Ordinateurs
Est/Sud	125	5	250	0	130	5
Ouest/Nord	250	50	150	70	270	65
Total	375	55	400	70	400	70

Une autre option reste en principe toujours possible : transformer les gains de productivité en temps libre. La production et la consommation restent alors inférieures au niveau de plein emploi supposé ici.

L'opinion exprimée dans cette analyse n'engage pas nécessairement la position de la FES

Responsable de la publication :  
Stefan Dehnert, directeur du bureau parisien de la FES

**Publications à télécharger sur le site**  
[www.fesparis.org](http://www.fesparis.org):

**[La gauche radicale aux portes du pouvoir : après la Grèce, l'Espagne? Comment Podemos rebat les cartes du paysage politique espagnol](#)**  
par **Michael Ehrke**

**[Transition énergétique : Une opportunité nouvelle pour la coopération franco-allemande?](#)**  
par **Andreas Rüdinger**

**[Regards croisés franco-allemands sur la situation économique et les relations franco-allemandes](#)**  
Enquête d'opinion franco-allemande réalisé par IFOP pour la Friedrich-Ebert-Stiftung et la Fondation Jean-Jaurès

**[Alternative für Deutschland \(AfD\): un parti populiste de droite?](#)**  
par **Marcel Lewandowsky**

**[Espagne: le PSOE après les élections européennes](#)**  
Par **Michael Ehrke** et **Carlos Iribarren**

**[Le Front National - une droite radicale française?](#)**  
par **Jean-Yves Camus**